MANIFESTATION ANTI-IMPÉRIALISTE A PARIS

6 JUIN — RÉPUBLIQUE — A 18 h 30

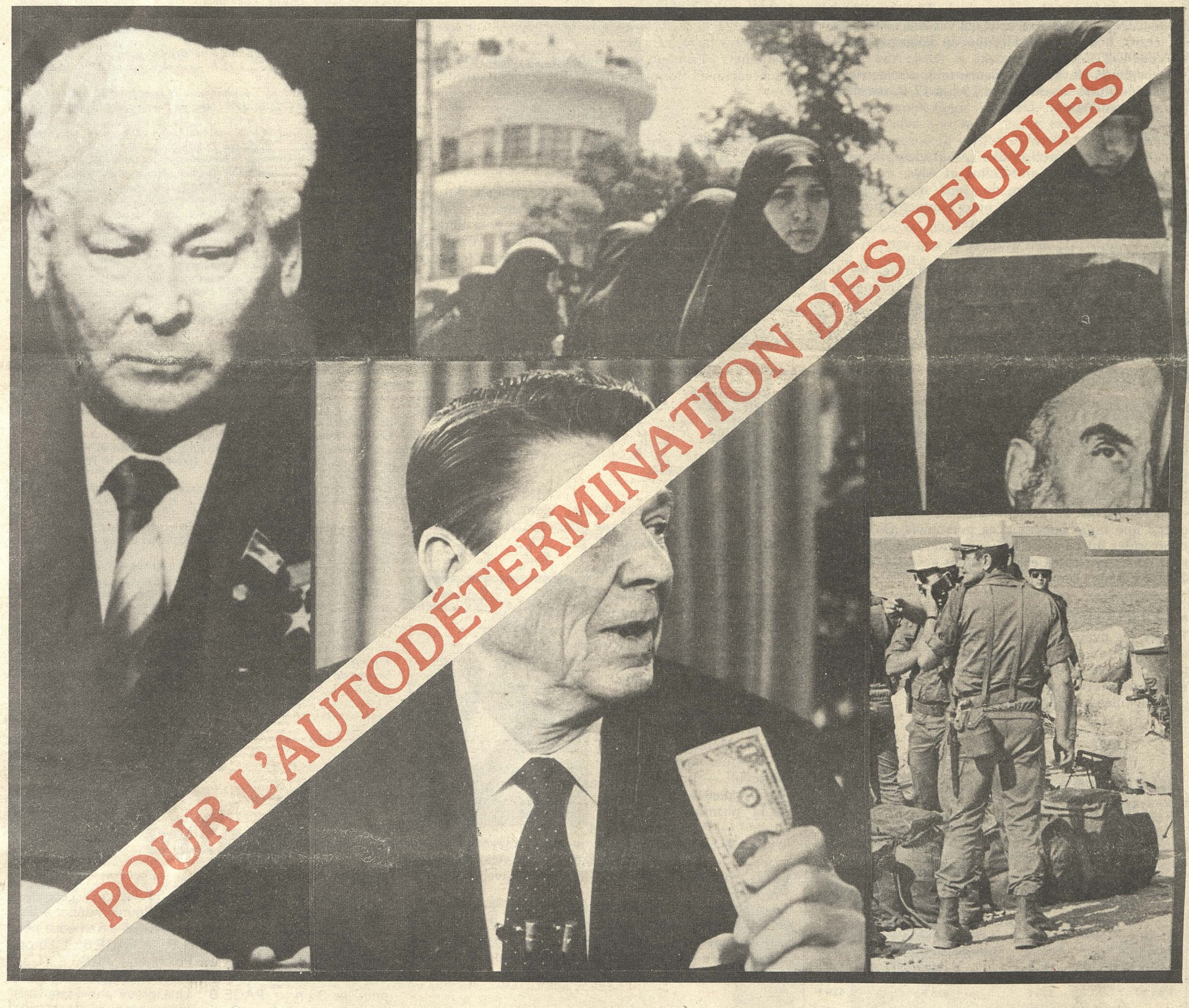
T2137-534-8,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°534 JEUDI 7 JUIN 1984 8,00 F

CONTRE TOUS LES IMPÉRIALISMES



EUROPE AGRICOLE

Victime des spéculations l'Europe verte dérive au gré des crises et des reconversions.

PAGE 6

LOIS AUROUX

Une aubaine pour les aspirants à la cogestion capitaliste.

PAGE 12

POLOGNE

Un témoignage sur la répression de Solidarnosc et des actions de solidarité.

PAGE 7

communiqués

• FONTAINEBLEAU

Les sympathisants libertaires sont avisés qu'un camarade se tient, en permanence, à leur disposition pour tous renseignements utiles, en vue de la constitution d'un groupe à Fontainebleau. Il leur suffit de contacter Jacques Moreau, 2, rue Gambetta, 77870 Valories-sur-Seine (Seine-et-Marne), tél. 16 (6) 423.71.52., entre 14 h et 17 h.

• LILLE

On peut contacter le groupe Benoît-Broutchoux en écrivant au Cercle d'études sociales, B.P. n°4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg informe les sympathisants de la région qu'il tient une permanence tous les jeudis au C.A.C., 20, rue de l'Abbaye, dans le cadre de l'association du Groupe de recherches et d'études libertaires.

• TOURS

Nous vous informons qu'à partir du 1er juin notre boite postal change. Pour tous ceux qui veulent nous contacter, écrire désormais à Groupe de Tours de la F.A., B.P. 2114, 37021 Tours cedex.

Par ailleurs, le groupe assure toujours la vente du *Monde libertaire* le samedi de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux (rue piétonne).

• GARD

Afin de renforcer l'action des camarades présents sur Nimes, Beaucaire, Saint-Gilles et Alès, et de dynamiser le groupe libertaire du Gard, nous invitons les sympathisants libertaires à nous contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine a le plaisir d'informer les anarchistes de la région qu'il assurera une permanence les 2e et 4e samedis de chaque mois, à partir du 26 mai, de 15 h à 18 h, au local de l'association A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil. A bientôt, donc !

• BOULOGNE-SUR-MER

Toutes les personnes intéressées par la diffusion des idées libertaires dans le Boulonnais peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• EVREUX

Nous annonçons aux lecteurs du *Monde libertaire* d'Evreux et sa région, que le groupe Manuel-Devaldés vient d'acquérir une boîte postale. Les personnes désirant rencontrer des militants de la Fédération anarchiste pourront donc écrire au Cercle d'études sociales, B.P. 256, 27002 Evreux cédex.

• ÉDUCATION

Toutes les personnes qui travaillent dans le domaine de l'éducation et qui veulent propager les idées libertaires peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations intérieures, en vue de créer une coordination des travailleurs de l'éducation.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯

Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

débats

• ROCHEFORT

Le jeudi 7 juin 1984, à 21 h, le groupe Michel-Bakounine organise à la Maison des syndicats, 2, rue de la Touche-Treville, salle n°2, deuxième étage, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! ».

• POITIERS

Le jeudi 14 juin 1984, à 21 h, le groupe de Poitiers organise à la Maison des jeunes Alienor d'Aquitaine une réunion-débat sur le thème : La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! »

• ANGOULÊME

Le jeudi 21 juin 1984, à 21 h, le groupe d'Angoulême organise à la M.J.C. Marengo, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! ».

éditions

• *L'Agitateur* n°12/13, journal des groupes d'Aubenas et Tournon, est paru. Prix : 5 F le numéro, et abonnement à 4 numéros : 20 F. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou par abonnement, en s'adressant au C.E.S., B.P. n°1, 07530 Antraigues (chèques à l'ordre du C.E.S., C.C.P. 241 177 X Lyon).

• Le groupe Varlin a réédité un maillot (décoration ci-contre). Plusieurs couleurs sont disponibles (noir, jaune, rouge). Prix : 70 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe de Fresnes-Antony vient de faire paraître le n°15 de *La Commune libertaire*. Au sommaire : Antony, enjeu de pouvoir...

• Le n°2 du *Magazine libertaire* est paru. Au sommaire : Au boulot, par J.-P. Germain — Contre-pouvoir, par Gilbert Alvarez — De la manipulation, par Geneviève — Toxique, entretien avec le Dr Olievenstein — Question de style, par Serge Pieters-Wilmet — Demain, j'enlève le masque, par Bernold Noirceuil — Infance, par Jean Guidoni — La femme et la putain, par Max Chaleil — Pourquoi chez les flics ?, par Luciano Loiacono — Boulevard Suchet, par L.L. — Kafka et l'anarchisme, par Almudena Tebar — Introduction à la B.D. subversive, par Yves Frémion.

Le magazine est disponible uniquement à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e, et par abonnement : 140 F les 8 numéros. Réglements à l'ordre de « Messages libres » (attention le n°1 est épuisé).

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des permanences des groupes f.a.

Liaison Bas-Rhin *: permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul-Appel, à Strasbourg, et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, Strasbourg.*

Groupe « Michel-Bakounine » *: permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 H 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.*

Groupe Région toulonnaise *: le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébello, Toulon.*

Groupe de Rennes *: permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.*

Groupe d'Angers *: permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.*

Groupe de Marseille *: permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.*

Groupe de Béziers *: permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.*

Groupe du 11e *: permanence à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.*

Groupe d'Amiens *: permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.*

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne *: permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.*

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest *: permanence le 3e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chrétien.*

Groupe Fresnes-Antony *: permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.*

Liaison Blois *: permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.*

Groupe d'Anizy-le-Château *: permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.*

Groupe « Voline » *: permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.*

Groupe « Proudhon » de Besançon *: permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.*

Groupe d'Aubenas *: permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.*

Groupe « Louise-Michel » *: permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.*

Groupe de Lille *: permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Asq.*

Groupe d'Agen *: permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agen.*

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse *: permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.*

Liaison de Lyon *: permanences les 2e et 4e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, rue Pierre-Blanc, à Lyon.*

Groupe « Louis Bertho-Lepetit » *: permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.*

Groupe de Dijon *: permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.*

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » *: permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.*

Groupe « Manuel-Devaldes » d'Evreux *: permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.*

Groupe de Nantes *: permanences tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.*

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux *: permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.*

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil *: permanences les 2e et 4e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.*

Groupe de Cherbourg *: permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.*

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — **PAGE 3 :** Editorial, Le Pen à Lille, En Bref, Soutien à D. Lestrat — **PAGE 4 :** Montsouris, Un P.D.G., Réunion-débat à Bordeaux, Parti des travailleurs — **PAGE 5 :** Remèdes pour le cancer, Répression à la B.N.P. — **PAGE 6 :** L'Europe verte — **PAGE 7 :** Interview Pologne — **PAGE 8 :** L'entrée en guerre des Etats-Unis, Communiqué, Bras de fer pour les 35 h — **PAGE 9 :** Une grève aux Etats-Unis, Dow Chemical Co., Camping libertaire — **PAGE 10 :** Contraception, Manuel de gynécologie, Je « quotidien » — **PAGE 11 :** Notes de lecture, Chanson, Communiqué, Programme R.-L., Cinéma — **PAGE 12 :** C.N.P.F. et syndicats, L'Illusion gestionnaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20e
Dépot légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

• « Le Café », ce lieu de rencontres du 120, rue de Crimée, à Paris-19e, change d'adresse. Depuis le 27 mai 84, vous pouvez le retrouver au 17, rue des Vignoles, 75020 Paris. Il est géré par le collectif « PRO-GR-ES » (PROjets GRands ESpaces).

• La visite du sinistre Premier ministre de l'Afrique du Sud, M. Botha, le 7 juin 84, à l'occasion de la commémoration des combats auxquels prirent part les soldats sud-africains aux côtés des alliés durant la Seconde Guerre mondiale, suscite beaucoup de réactions. Ainsi l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, le M.R.A.P., et le Mouvement Anti-Apartheid appellent à une manifestation le 7 juin sur les lieux de la cérémonie, à Longueval (Somme). Ces trois associations ont demandé avec insistance au ministre des Relations extérieures que cette visite soit annulée ! De son côté la L.D.H. rappelle les antécédents de ce membre du Parti nationaliste qui institutionnalisa l'apartheid en 1948 et qui embrassa la cause du nazisme. Le prédécesseur de M. Botha déclarait, en 1942 : « Notre politique est celle du nationalisme chrétien. On l'appelle fascisme en Italie, national-socialisme en Allemagne... ».

• La Confédération nationale des syndicats des travailleurs-paysans (C.N.S.T.P.) nous fait savoir son indignation suite aux événements qui se sont déroulés dans l'ouest de la France, à la fin mai, et sur la façon dont ils ont été relatés. Ainsi, elle dénonce la manipulation de l'information par M. Rocard, dont les services de son ministère affirmaient que : « les paysans auraient bloqué le train Paris-Rennes en rase campagne, après avoir déboulonné des rails pour " séquestrer " M. Ranc ». Celui-ci a été rejoint dans le train par un groupe de militants et les a suivis à sa descente du train pour visiter avec eux plusieurs petites fermes laitières !

• La deuxième rencontre sur le thème : « Interrogations sur la technologie dans la perspective d'une société égalitaire » aura lieu les 9, 10 et 11 juin au Château de Ligoure, 87000 Le Vigan, à 17 km. de Limoges. Pour toute participation, écrire à : A.D.I.C., B.P. 493, 63013 Clermont-Ferrand.

• Alors que le gouvernement socialiste nous fait croire que des emplois seront créés en Lorraine, le C.D.S.T., Centre de documentation scientifique et technique du C.N.R.S., vient d'apprendre avec stupéfaction que ses 380 employés seront transférés en Lorraine sans aucune concertation. Le C.D.S.T. dénonce de telles méthodes et met en évidence qu'« une telle opération n'est qu'un transfert de personnes et ne crée donc aucun emploi direct en Lorraine » (sans commentaire).

• Les lieux de vie ne sont pas morts, loin de là ! Le Comité Ile-de-France de soutien aux utilisateurs de lieux de vie tiendra une réunion pour discuter du projet d'une association qui réunirait des permanents de lieux de vie, le 7 juin, à 19 h, au 46, rue de Vaugirard, Paris.

• Le n°2 de la nouvelle série du *Courrier Santé, Social, Education* de la C.N.T.F. (33, rue des Vignoles, Paris 20e) vient de paraître. Au sommaire : Syndicalisme info, L'Enseignement de l'histoire, Pédagogie et éducation alternative...

• A l'occasion des jeux olympiques et pour alerter l'opinion publique sur la faim et la malnutrition (responsables, chaque année, de la mort de 15 millions d'êtres humains), les Coureurs du monde organisent entre le 12 juin et le 4 août 84 une course relais, de Genève à Los-Angeles. Cette association appelle tous les sportifs, adultes et enfants, à participer à la course. Pour tout renseignement et inscription : Coureurs du monde, 3, boulevard de Belleville, Paris 11e, tél. 338.31.42.

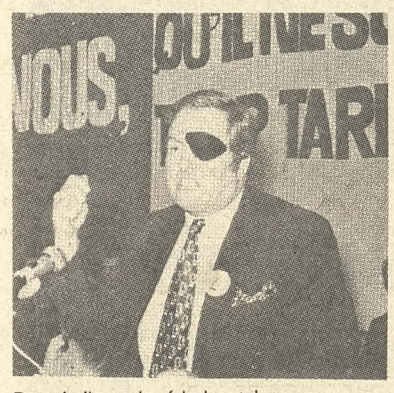
LILLE
LE PEN EN VADROUILLE

MERCREDI 23 mai, Le Pen avait décidé de tenir un meeting à Lille. A l'appel de diverses organisations de gauche : P.S., L.C.R., P.S.U., C.G.T., C.F.D.T., etc., et de diverses associations : Jeunes Maghrébins, Etudiants étrangers, Collectif antifasciste (libertaires), M.R.A.P., etc., une manifestation de protestation a rassemblé environ deux mille personnes.

Au moment de la dispersion, à l'appel des Jeunes Maghrébins, les anarchistes et la L.C.R. ont décidé de ne pas en rester là, et de, sinon empêcher le meeting, au moins de le perturber. A la demande du brave citoyen Le Pen, un important dispositif policier était en place. A 50 mètres du lieu du meeting, les flics ont engagé une première charge contre les empêcheurs de « fasciser » en rond. C'est alors que plusieurs cocktails molotov et des bouteilles d'acide ont volé une première fois.

Pas contents du tout et très surpris par une riposte à laquelle ils ne s'attendaient pas, les flics, aidés par les C.R.S., appelés en renfort, ont chargé à nouveau, provoquant la débandade classique côté manifestants, pendant qu'une seconde volée de « cokes » enflammait deux ou trois C.R.S. Une centaine des 500 manifestants se sont à nouveau rassemblés à l'arrivée des nostalgiques de l'O.A.S. et des jeunes minets (tes) subjugués par leur idole « œil de lynx ». Ils ont eu droit à un accueil chaleureux : haie d'honneur des manifestants, quolibets. Nouvelle dispersion !

Dans le centre de Lille, certains ont pu ensuite avoir un avant-goût de couvre-feu : flics à tous les coins de rue, tracasseries habituelles. Trois camarades du groupe, par exemple, ont eu droit au grand cinéma : bras levés contre la vitrine d'un café et fouille jusque dans les chaussettes par des inspecteurs en civil, quadrillant les rues en voitures banalisées, avec dérapages contrôlés dans le plus pur style « polar de série B », dès qu'un chevelu passait par là.



Depuis il a enlevé le haut !

M. Le Pen, quant à lui, protestait vigoureusement contre ces atteintes à son mouvement qu'il considère « en état de légitime défense ». « Aujourd'hui, à Lille, nous sommes la France, et ceux qui sont dans la rue avec des drapeaux rouges et noirs, pour nous, c'est de la merde », a ajouté son copain lillois Holeindre.

Oui, mardi soir, à Lille, la « merde » était dans la rue, aux côtés des immigrés. Heureusement, M. Le Pen était précieusement protégé par la police d'un gouvernement de gauche.

Gr. de Lille

Editorial

S'IL y a une leçon à tirer de la guerre de 39-45, c'est qu'outre qu'elle fit s'entr'égorger des peuples, qu'elle lamina le mouvement ouvrier dans de nombreux pays. Pour le plus grand profit des impérialismes américain et russe, pour le plus grand profit du capitalisme international. Capitalisme, Etats et guerres sont inséparables.

La venue de Reagan en France a une autre signification que le recueillement sur les plages normandes. Quand Mitterrand est allé dernièrement aux Etats-Unis, ce n'était pas pour rappeler le souvenir des troupes de La Fayette. A la crise qui traverse l'économie mondiale, le président d'un gouvernement de gauche semblerait enclin à trouver des solutions au pays du libre marché, où les syndicats ne bloquent ni la production ni les profits.

Le modeste impérialisme français voudrait-il prendre des leçons, calquer sa politique au Tchad ou au Liban sur celle que l'équipe Reagan impose aux travailleurs américains comme à ceux du tiers monde ? Les impérialismes savent s'entendre quand les intérêts capitalistes sont en jeu. Les Etats-Unis vendent du blé en U.R.S.S. et la Chine entretient d'excellents rapports commerciaux avec le Chili de Pinochet...

Le mouvement anarchiste a été durement touché quand le capitalisme américain s'élança, à la fin du siècle dernier. L'exécution en 1886 de ceux qu'on appellera les martyrs de Chicago, l'anarcho-syndicaliste Joe Hill, fusillé en 1915... Le capitalisme américain a su faire régner son ordre à l'intérieur des Etats-Unis avant de vouloir l'étendre au monde entier. L'action directe des I.W.W. a fait place au gompérisme de l'A.F.L.-C.I.O.

La venue de Reagan en France, c'est celle du représentant du capitalisme mondial privé qui entend assurer ses intérêts face à l'U.R.S.S. et ses satellites. La partie sanglante d'échecs, qu'ils se jouent, ne vise que la victoire d'un Etat sur l'autre, pas à la liberté et au bien-être des peuples. A l'Ouest comme à l'Est, c'est l'impérialisme et l'exploitation. Le fédéralisme, la libre association des unités de production, l'autodétermination des peuples pourraient instaurer une société nouvelle où l'homme ne serait plus exploité par l'homme. Manifester contre Reagan est un des aspects de cette lutte.

MANIFESTATION ANTI-IMPÉRIALISTE
A PARIS — 6 JUIN
RÉPUBLIQUE — 18 h 30

SOUTIEN A DOMINIQUE LESTRAT

LA Fédération anarchiste apporte son soutien à Dominique Lestrat, membre de la C.F.D.T. et de la Fédération anarchiste de l'Aisne, qui a entamé une grève de la faim illimitée depuis le 22 mai 84 afin de s'opposer à son licenciement abusif et illégal par la direction de l'hôpital spécialisé de Premontre, dans l'Aisne.

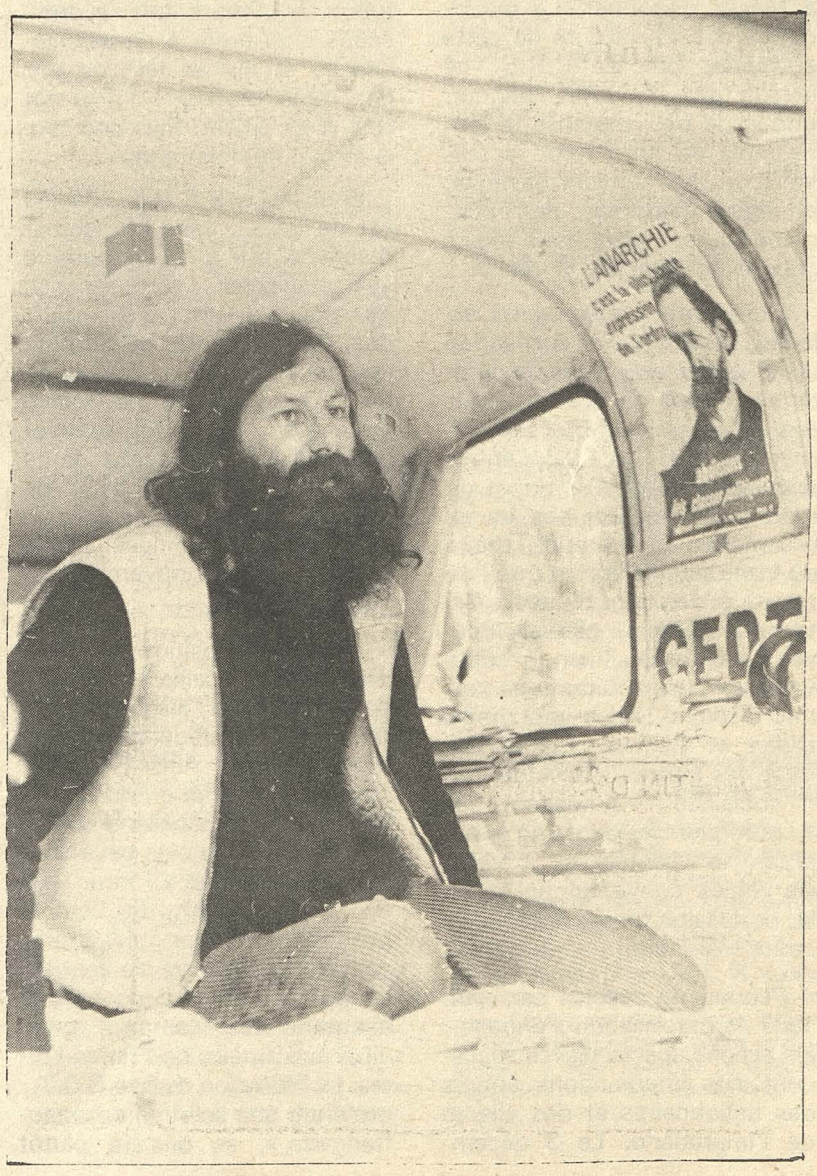
A travers les diverses procédures employées (suppression des heures supplémentaires payées, suppression des congés payés pour l'équipe éducative, déplacement arbitraire d'employés, non reconnaissance syndicale et enfin licenciements), la direction de cet établissement bafoue non seulement la dignité de certaines personnes (dont l'une risque actuellement sa vie) mais utilise des méthodes qui semble rappeler une triste époque.

La Fédération anarchiste demande la réintégration sans condition de Dominique Lestrat et fera porter la responsabilité d'une aggravation éventuelle de l'état de santé de ce militant sur l'administration et la direction de l'hôpital.

Afin de soutenir Dominique, qui risque aujourd'hui sa vie, nous vous demandons :
• d'envoyer des lettres ou télégrammes de soutien aux adresses suivantes :
+ M. le ministre de la Solidarité et des Affaires sociales (franchise postale), 127, rue de Grenelle, 75017 Paris ;
+ M. le directeur de la D.D.A.S.S., rue F. Christ, 02000 Laon ;
+ M. le préfet, préfecture, rue Paul-Doumer, 02000 Laon ;
• d'informer vos sections syndicales et autres organisations afin qu'elles puissent prendre position ;
• d'acheter et d'envoyer aux organismes concernés l'affiche du comité de soutien disponible à la librairie du Monde libertaire, au prix de 3 F l'exemplaire (en soutien).
• d'envoyer si possible un exemplaire de vos lettres à : Section locale C.F.D.T., C.H.S., 02560 Premontre.

Enfin, si vous désirez joindre le comité de soutien (une dizaine de personnes se réunieront chaque soir, de 20 h à 22 h, au Moulin de Paris, à Merlieux), vous pouvez téléphoner au 80.17.09 (Aisne).

Fédération anarchiste



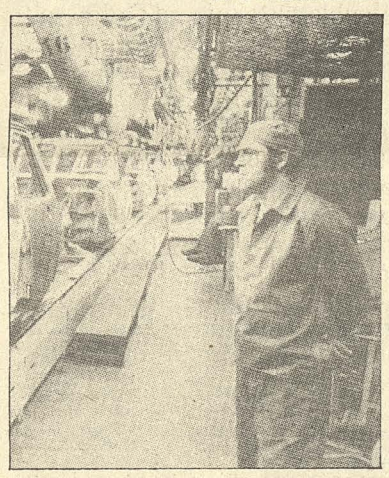
PARTI DES TRAVAILLEURS OU PARTIE DU GOUVERNEMENT ?

« La direction de l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) poursuit ses attaques contre la C.G.T. La semaine dernière, elle a voulu licencier Nora Tréhel et Yves Bonjiorni, dirigeants du syndicat ». Ces quelques lignes tirées d'un quotidien de gauche bien connu pose d'une manière douloureuse le problème gouvernemental au Parti communiste.

Donnant des preuves de responsabilité au gouvernement, disant haut et fort qu'il veut rester au gouvernement, le P.C. ne cesse pourtant de perdre de l'importance sur le terrain. La C.G.T. qui comme on le sait est plus qu'influencée par le P.C. perd encore plus de plumes dans l'affaire. Le « Parti des travailleurs », abandonné par les travailleurs, que va-t-il lui rester ?

Les derniers événements de l'imprimerie Montsouris montre comment, par patronat interposé, le Parti socialiste plume la volaille P.C.... Face à ces revers, il paraît que des tendances anti-parlementaires se développent chez les militants communistes. Diable, allons-nous voir des mises à l'écart, voire des exclusions pour fait de « déviation anarcho-syndicaliste » ? Dire qu'en fait les élections ça ne sert qu'à renforcer les tendances bourgeoises du parti, et que seul le syndicat peut encore faire quelque chose, c'est bien ; mais il fallait y penser avant ! Et aussi en tirer les conséquences organisationnelles... « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », est-ce un vieux slogan du siècle dernier ou est-ce toujours actuel ?

J.-P. Germain



RÉUNION-DÉBAT A BORDEAUX

LE 29 mai, le groupe Buenaventura - Durruti proposait aux Bordelais de venir débattre avec lui de la montée du racisme et de l'extrême droite. Environ quarante personnes se sont déplacées pour écouter les anarchistes expliquer leur façon de percevoir la montée du fascisme accomodée à la sauce Le Pen.

Après un débat très constructif, des axes de luttes antiracistes furent proposés aux personnes présentes. Car, s'il est vrai qu'à l'heure des élections européennes la lutte antiraciste doit se faire plus vive encore, il est indispensable qu'elle se démarque de celle menée par les politicards de gauche, qui, par l'intermédiaire de leur gouvernement, accumulent les mesures anti-émigrés.

A Bordeaux comme ailleurs, l'extrême droite retrouve une audience qu'elle n'avait plus depuis longtemps. Les libertaires bordelais et tous ceux qui refusent la gangrène fasciste et raciste feront tout pour enrayer cette effroyable ascension, sans rien attendre du gouvernement ou de ses acolytes.

La réunion s'est terminée tard dans la nuit après que quelques personnes présentes ce soir-là aient pris contact avec le groupe Buenaventura-Durruti en vue de mener une campagne antiraciste à Bordeaux.

Gr. Buenaventura-Durruti

UN PÉDÉGÉ AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON ?

GEORGES Pébéreau, un homme de 53 ans au-dessus de tout soupçon, un fonctionnaire strict, classique, comme le système sait si bien en sécréter. Un pégégé au-dessus de tout soupçon, celui de C.I.T.-A.L.C.T.E.L., principale filiale de la C.G.E. (groupe nationalisé). A un détail près, presque rien, une simple broutille, une rente annuelle de 40 millions de centimes, à lui alloué par une « commission spéciale » (sorte de conseil d'administration restreint) compréhensive et généreuse.

Mais comment s'étonner de ces pratiques quand on lit ces quelques lignes du *Canard enchaîné* : « C'est une tradition bien française : dans les conseils d'administration, il est de bon ton d'éviter adroitement les questions précises concernant l'argent empoché par les pédégés. Et ceci, même dans les groupes nationalisés depuis 1982. Le gouvernement a le plus grand mal à faire évoluer les mœurs. » Et on peut lui accorder toute confiance là-dessus, il a dû tout essayer pour contraindre ces gentils messieurs à plus de conscience.

Témoin, Jospin se fendant de ce commentaire alambiqué dont voici le plus beau fleuron : (...) son salaire déjà immensément confortable pourrait l'être encore confortablement étoffé, paraît-il, je ne suis pas sûr, je ne suis pas certain, mais il n'y a pas eu de démenti, par le vote d'une rente (...) ». Comment ? Le premier secrétaire du P.S. mettant en doute l'honnêteté, le sens du civisme — si cher à Tonton, son patron de l'Elysée — d'un pédégé au-dessus de tout soupçon ! Voyons, ce n'est pas sérieux !

A l'heure où l'on demande la transparence financière pour les partis politiques, vous ne voudriez pas aussi celle des entreprises. Quelle impudence !

Après un petit passage chez « Nostrafabius » (le giscard de la gauche), au cours duquel il s'est fait sermonné, « notre » pédégé a dû consentir à abandonner sa rente à vie, pardon sa « rémunération différée » — c'est plus propre comme expression !

Pour la petite histoire, il faut savoir que Pébéreau n'est pas un novateur en la matière. Déjà Ambroise Roux, en 1982, à la suite de la nationalisation de la C.G.E. avait, lui aussi, eu droit, au cas où il partirait, à une rente annuelle qui fut convertie, au dernier moment, en « simple » indemnité de licenciement.

Quels que soient les plans imaginés par les grands capitaines de l'industrie (et même s'ils échouent), ceux-ci ne se retrouvent pas sur la paille humide des cachots, que l'on se tranquilise, ils s'enrhumeraient !

Christophe

MONTSOURIS : UN ATOUT GÂCHÉ !

« PLUS dure sera la chute » : tel était le titre d'un article du *Monde libertaire* du 24 mai 1984, à propos du conflit de l'imprimerie Montsouris à Massy (Essonne). Le matraquage des travailleurs de cette entreprise par les C.R.S. ne laissait pas, en effet, augurer une issue très heureuse de onze mois de lutte pour la survie d'un des derniers bastions, en région parisienne, de l'imprimerie lourde. Mais nous étions encore en-deçà de la réalité...

Montsouris : sept cents salariés, assurant la confection d'une quarantaine de titres périodiques, dont *Le Point*, *L'Express*, *Télérama*, *V.S.D.*, *France-Football*... En juin 1983, l'entreprise est menacée de dépot de bilan. Pour réaliser ses investissements en matériel, elle a dû contracter d'importants emprunts à des taux d'intérêt élevé ; par ailleurs, elle se trouve confrontée à une redoutable concurrence dont les maîtres d'œuvre — les imprimeurs Didier et Ginioux, qui bénéficient des bonnes grâces du Parti socialiste — n'hésitent pas à pratiquer le dumping pour attirer la clientèle et à violer les règles conventionnelles de la profession pour réduire les coûts salariaux.

Pendant le second semestre 1983, la mobilisation s'engage : les actions spectaculaires succèdent aux interventions auprès des actionnaires et des clients de l'imprimerie. Le 3 décembre, une journée « portes ouvertes » accueille plus de sept mille personnes. En janvier 84, la Fédération du livre C.G.T. et l'union départementale de l'Essonne éditent un tract intitulé : « L'imprimerie Montsouris : un atout à ne pas gâcher », et qui se termine par ces mots d'ordre : « Pas un seul licenciement. Plus une seule fermeture d'entreprise ! »

Pour le Livre C.G.T., l'enjeu est de taille : dans un secteur d'activité qui a vu disparaître ses principales « forteresses », Montsouris a valeur d'exemple : des équipements modernes, une bonne clientèle, des conditions de travail et de salaire correctes... De quoi prouver que l'industrie graphique de ce pays peut vivre, en dépit de tous les coups portés, depuis une vingtaine d'années, par le patronat et les gouvernements successifs.

Prises de position et interventions syndicales ne cessent de se manifester, jusqu'au secrétariat de la Confédération générale du travail. Ainsi René Lomet déclare-t-il que nous assistons à « un cannibalisme industriel comme à la plus belle époque giscardienne ». Pour éviter la liquidation de l'entreprise, les pouvoirs publics proposent deux offres de reprise. La première émane du groupe allemand Bertelsmann, principal actionnaire de France-Loisirs. La Fédération du livre C.G.T., préférant une solution « franco-française », se déclare plutôt favorable à la seconde offre, faite — ô surprise ! — par le « requin » Jean Didier.

Patron de choc de trois grosses imprimeries (à Lizy-sur-Ourcq, à Strasbourg et à Lille), Didier est pourtant l'« ennemi ». A Lille, il n'a pas hésité à verser plusieurs dizaines de millions d'anciens francs pour se débarrasser en douceur d'un délégué syndical qui était également délégué régional de la F.F.T.L.-C.G.T. ! C'est pourtant à partir de son plan de relance pour Montsouris que vont s'engager les négociations : trois cents personnes reprises sur les sept cents travailleurs. Le 15 mai, les salariés repoussent ce plan. Va alors s'engager une négociation marathon entre les pouvoirs publics, l'acquéreur et la Fédération du livre.

Cette dernière, craignant le départ des principaux clients, lassés de voir la parution de leurs publications retardée par les mouvements de grève, fait le forcing... auprès du gouvernement pour avoir des « aménagements sociaux » afin que la pilule soit moins amère : prise en charge de départs en préretraite par une procédure du Fonds national de l'emploi (F.N.E.) avec possibilité de réembauches éventuelles sur un plan régional ; paiement d'une indemnité compensatrice pour les pertes de salaire pendant un an ; maintien des contrats de travail des salariés licenciés jusqu'à la fin de leurs stages de reclassement.

Quant à Didier, il ne varie guère : maintien de 385 salariés (dont 53 partiront en préretraite avant juin 1986) ; réduction des salaires entre 10% et 30% selon les catégories ; retour à 212 heures travaillées par mois au lieu de 166 actuellement (en fait, retour aux « 3×8 » au lieu d'un travail posté en « 4×6 ») ; réduction des effectifs travaillant par équipes sur les rotatives ; une semaine de congés payés en moins.

A la suite d'un constat de négociation intervenu le 19 mai, la Fédération du livre C.G.T. publie son « analyse » de la situation : le maintien de la structure industrielle subordonne le tout ; certes, les responsabilités de l'ancienne direction de Montsouris sont soulignées, mais il est reproché aux travailleurs de ne pas s'être mobilisés, de ne pas avoir « porté la lutte à son niveau le plus élevé ». La situation « ne peut s'appréhender qu'à partir de la compréhension et de la maîtrise des problèmes sociaux, économiques et politiques auxquels nous sommes confrontés ». En clair : on ne peut aller plus loin, c'est la faute aux travailleurs ; ils ne leur restent plus qu'à accepter les conditions de Didier et de se battre ensuite pour faire évoluer les choses...

Et Jacques Piot, secrétaire général de la F.F.T.L., de déclarer aux responsables parisiens du Livre : « Nous avons la caution des plus hautes instances confédérales » ! Alors, Krasu ? Le « syndicat de la feuille de paie » en baisse ?

Après avoir quelque peu chahuté un responsable fédéral, le personnel de Montsouris, résigné, s'est prononcé, par 402 voix contre 193, en faveur d'un plan qu'il avait repoussé une semaine plus tôt, scellant par là une nouvelle défaite de la Fédération du livre. Une brèche est ouverte, dans laquelle vont s'engouffrer les patrons des imprimeries du labeur : pourquoi ne leur consentirait-on pas les mêmes conditions de travail et de salaire que l'on a accordées à Jean Didier ? Quant à la baisse de la syndicalisation, après une telle forfaiture, gageons qu'elle va se poursuivre à un rythme soutenu, à la plus grande joie du patronat...

...et du gouvernement ! Le ministère de l'économie, des finances et du budget n'a-t-il pas exprimé sa satisfaction dans un communiqué soulignant que « les organisations syndicales et le personnel ont fait preuve d'un esprit de responsabilité important afin de trouver le compromis le plus dynamique et porteur d'avenir » ? Dans cette bonne municipalité socialiste qu'est Massy, on n'allait quand même pas jeter le trouble sous prétexte que le mouvement syndical doit être indépendant !

Marc Pillot

COMMENT GUÉRIR DU CANCER FASCISTE

DEPUIS le début de sa campagne électorale, Jean-Marie Le Pen n'est pas content du tout... Chacun de ses meetings donne lieu à des affrontements violents entre contre-manifestants antiracistes et service d'ordre (nouveau) du Front national, ce dernier bénéficiant largement de la protection bienveillante des C.R.S.

Alain Krivine, leader de la Ligue communiste révolutionnaire, invite ses militants à « ne plus tolérer un seul meeting de Le Pen dans toute la France ». Certaines organisations juives également. Du coup, on commence à s'inquiéter dans les couloirs du Parti socialiste. Jospin vient de lancer un appel au calme aux manifestants « anti-Le Pen ». Il est vrai que le Front national est en train de se refaire une virginité en se faisant passer pour martyr sauvagement agressé par des « commandos de la gauche, armés, casqués, terroristes » et commence à proclamer son droit à la « légitime défense » contre les hordes rouges qui veulent saboter sa liberté d'expression... faisant passer aux oubliettes les centaines d'agressions, de violences racistes ou anti-ouvrières dues à ses ouailles. Tous ceux, immigrés, syndicalistes, militants révolutionnaires, vendeurs de journaux, qui ont connu les manches de pioche et les barres de fer de l'extrême droite doivent la trouver plutôt mauvaise !

Et les anarchistes là-dedans ? Nous sommes évidemment avec tous ceux qui refusent la banalisation du fascisme et du racisme. Partout où des contre-manifestations contre le Front national ou tout autre mouvement incitant à la haine raciale et au totalitarisme se tiennent, les libertaires sont présents. L'expérience de nos camarades espagnols est restée dans nos mémoires.

Mais, nous sommes conscients du danger que présente cette situation. Se limiter à « casser du facho » peut enclencher une double escalade. D'une part, l'extrême droite, fière de ses nouveaux habits de victime risque de s'attaquer de plus en plus à toute manifestation antiraciste (c'est déjà sur la bonne voie), et dans une « guerre » de ce type, compte tenu de la sympathie croissante qu'engendre Le Pen et de la faible mobilisation pour le contrer, il n'est pas évident qu'on ait un rapport de force favorable.

D'autre part, les affrontements entre antifascistes et militants d'extrême droite, servent souvent de prétexte à un renforcement de l'appareil répressif d'Etat. Souvenons-nous de la double dissolution d'Ordre nouveau et de la Ligue communiste, en 1973, les fascistes purent immédiatement reconstituer une organisation, alors que les trotskystes furent systématiquement réprimés, au nom de l'« ordre public ». Aujourd'hui, la police saisit de force des films vidéo réalisés par FR3 à Lille, lors d'une manifestation « anti-Le Pen », transformant les journalistes en auxiliaires de police, contre leur gré.

Faut-il se croiser les bras ? Certainement pas ! La lutte antifasciste est un bras de fer entre l'intelligence et la connerie épaisse, qui ne peut se jouer que dans la rue ! Partout où l'extrême droite pointe sa sale gueule, il faut être en face ! Mais l'arme la plus efficace reste la contre-propagande au quotidien, dans les usines, les facs, les quartiers... Il faut être sans cesse sur le pied de guerre pour démonter les arguments grossiers de Le Pen contre l'immigration, contre les revendications ouvrières... Il faut obliger l'extrême droite à jeter le masque et prouver à la population que sous la peau de mouton se cachent les loups qui nous boufferont demain. Il faut armer les consciences pour que ceux qui sont bernés aujourd'hui par des slogans imbéciles, style : « 2 millions de chômeurs contre 2 millions d'immigrés » ou « Les idées que je défends ? Les vôtres ! », rejettent violemment les thèses de Le Pen et de ses sbires.

Nous n'attendons rien du pouvoir socialiste et communiste pour enrayer la machine de l'extrême droite, convaincus que la lutte antifasciste passe obligatoirement par l'antiétatisme et l'anticapitalisme. Le Front national qui « défend les Français » défend avant tout le Capital et l'Etat... S'il est plus dangereux dans ses méthodes, il fait malgré cela partie du même édifice que nous combattons. Notre force dépend uniquement de nos capacités à jeter nos propositions pour une révolution sociale dans la balance. C'est cette force qu'il nous faut développer. Maintenant !

Gr. Libertad

RÉPRESSION ANTISYNDICALE A LA B.N.P.

MARDI 15 mai 1984, à 20 h, nous étions une dizaine de militants du Syndicat démocratique des banques de la B.N.P. Paris (S.D.B.) (1) présents à l'entrée de la salle du gymnase de la Porte de Clignancourt (18e) où se tenait une réunion publique de Lionel Jospin pour les élections européennes. Nous étions venus distribuer un tract d'information sur trois cas de licenciements de militants de notre syndicat (dont deux élus du personnel) quand nous avons été agressés par des membres du P.S. qui voulaient nous interdire de distribuer ce tract. Un de nos camarades a été blessé et a du être emmené aux urgences de l'hôpital Lariboisière où il a été soigné.

Voilà l'information que nous voulions donner au Parti socialiste.

Première révocation d'un militant

Ce vendredi 10 février, deux délégués du personnel assisté de leur représentant syndical se présentent dans le bureau du directeur de l'agence Gambetta, M. Rossi, pour exiger, comme ils le font depuis le 31 janvier, des explications concernant la révocation survenue quelques jours plus tôt, de leur représentant syndical. En effet la direction de la B.N.P. refusait, cela depuis près de 50 jours, de recevoir les délégués du personnel ou de répondre précisément aux questions posées lors de la délégation du personnel du 31 janvier, concernant la révocation de Jean Guasco, 10 ans d'ancienneté. Cette personne avait été mise à pied depuis le 21 décembre 1983 et révoquée le 8 février 84, pour avoir soi-disant tenu des propos injurieux à l'égard d'un responsable, ce que dément la majorité du personnel du service.

Cette révocation faisait déjà suite à une première tentative de rupture du contrat de travail en novembre 83 et cela quelques jours seulement après la fin de la protection légale de 6 mois dont bénéficient les anciens élus, pour un arrêt de maladie parvenu soi-disant avec retard.

Inculpation de trois militants

C'est donc vers 12 h que M. Rossi, qui n'était pas à sa première provocation du genre (2), bouscule et empêche M. Besnainou de quitter son bureau, Eric Ruotolo essaye de s'interposer et c'est à ce moment que M. Rossi, simulant avoir été bousculé, se laisse choir et fera constater, non pas à l'hôpital où il a été de suite emmené, mais par un médecin qui l'arrêtera 15 jours, des « hématomes au visage, au coude ; et le coccyx fêlé », alors que moins de deux heures après l'accident, plusieurs personnes l'on vu alertement gambader en allant faire sa déposition au commissariat de police.

Puis ce fut, comme un ballet bien réglé, police, pompiers et huissier qui surgissent dans la minute qui suit. Eric Ruotolo et Marc Besnainou sont emmenés illico au commissariat du 20e arrondissement. A ce moment Jean Guasco, le « révoqué » qui attend dehors, se présente au commissariat pour prendre des nouvelles de ses deux camarades. Il est aussitôt arrêté. Et les trois syndicalistes ne ressortiront qu'à 23 h, menottes aux poings, pour être conduits au dépôt, où ils passeront une nuit et la journée de samedi.

Ils seront inculpés pour « violences, voies de fait, coups et blessures volontaires » à la suite de cette provocation et mis sous contrôle judiciaire ; levé partiellement le 16 mars 84, à la demande de nos avocats, pour qu'ils puissent exercer leurs activités syndicales en conformité avec l'art. 138 du code de Procédure civile.

Révocation de deux élus

Ce même 10 février, la direction générale de la B.N.P. engage une procédure de révocation à l'encontre de MM. Besnainou et Ruotolo, délégués du personnel. L'entretien préalable, qui aura lieu le 14 février, maintiendra ces révocations.

Etant élus du personnel, le comité d'entreprise est saisi et dans sa réunion extraordinaire du 24 février, il refuse à la majorité absolue ces deux révocations. Un mois plus tard, le 23 mars, l'inspecteur du travail du 20e arrondissement refusera également ces deux révocations.

Fin mars, la direction générale de la B.N.P. a porté devant M. Bérégovoy, ministre de la Solidarité nationale et des Affaires sociales, un recours hiérarchique. C'est donc M. Bérégovoy qui détient le pouvoir de casser ou de maintenir l'avis de l'inspecteur du travail du 20e arrondissement.

La répression syndicale

Cette répression anti-S.D.B., parfois plus insidieuse, n'est pas récente à la B.N.P. Gambetta. Cela a même contraint le S.D.B. à déposer, le 13 janvier 1984, une citation directe au tribunal correctionnel, à l'encontre de M. Thomas, P.D.G. de la B.N.P., et M. Rossi, directeur d'établissement, pour « délit d'entrave à l'exercice du droit syndical, à la libre désignation et à l'exercice régulier des délégués du personnel dans l'établissement Gambetta et cela depuis janvier 1983 ».

A la veille de la restructuration bancaire (informatisation à outrance et fusion de groupes bancaires) entraînant des milliers de suppression d'emplois (15% des effectifs des banques, soit 60 000 emplois dans les 5 ans à venir, selon la récente déclaration au *Monde* de M. Dautresme, P.D.G. du Crédit du Nord), la B.N.P. tente avec un acharnement sans égal de se débarrasser des militants les plus combatifs, aujourd'hui c'est le Syndicat démocratique des banques qui est sur la sellette.

Le S.D.B. ne se taira pas

Suite aux inculpations par le Parquet et aux révocations de la B.N.P. de trois de ces militants, le Syndicat démocratique des banques a immédiatement informé le personnel de l'entreprise de ces faits sans précédent et pris contact, sans succès hélas, avec toutes les autres organisations syndicales, plus soucieuses de se débarrasser du S.D.B., qui leur conteste depuis 5 ans le droit exclusif de représentativité du personnel, que de défendre les intérêts de tous les salariés contre l'arbitraire patronal. Néanmoins, le S.D.B., par tous les moyens en sa possession, sensibilisera le personnel, les autorités et l'opinion sur les agissements d'une direction d'entreprise nationalisée, une des plus importantes de France, pour exiger la réintégration de ses trois militants.

Nous tenons à déclarer que nous nous étonnons de ce genre de pratique d'un parti qui se dit respectueux de la démocratie et du dialogue social, nous étions venus pour informer et éventuellement avoir une prise de position du Parti socialiste après celle de la présidence de la République (par sa chargée de mission : Jeannette Laot).

Les « coups de poing » que nous avons reçus sont-ils la seule réponse que le P.S. peut apporter à des militants qui se sont fait sanctionner pour activités syndicales ?

Le Syndicat démocratique des banques

(1) Le S.D.B. a été créé en 1978, à la suite des exclusions massives de la section C.F.D.T.-B.N.P. Il peut être contacté à l'adresse suivante : S.D.B.-B.N.P. Paris, 130, rue Lafayette, Paris 10e.

(2) Une semaine avant, et avec la complicité probable d'un client, ils avaient simulé un « incident clientèle » ; également deux jours plus tôt et à la barbe d'un commissaire de police et d'un huissier, il avait bousculé et tenté de séquestrer Marc Besnainou dans son bureau.

OÙ EN EST L'EUROPE VERTE ?

La Politique agricole commune (P.A.C.), créée il y a plus de 20 ans dans une situation de croissance économique, de plein emploi et de guerre froide, est depuis plusieurs années consécutives en faillite permanente. Son budget — le plus gros de l'Europe — coûte très cher aux travailleurs de ses pays-membres, n'assure pas toujours un réel revenu à tous ses agriculteurs et continue à engraisser un capitalisme agro-alimentaire contraint à se restructurer.

Chaque verdict de Bruxelles respecte les lois du capitalisme libéral qui, souvent, sécrète ses propres mesures dirigistes pour ne pas sombrer ; par exemple la limitation de la production laitière par quotas nationaux. Toutes ces mesures sont d'ailleurs largement dérogatoires : il suffit de se reporter au mouton néo-zélandais de la Grande-Bretagne ou à l'importation frauduleuse par les capitalo-pinardiers de vins produits hors C.E.E. en France.

Aujourd'hui

L'agriculture européenne, à l'instar des autres secteurs de production, est en crise économique structurelle. Actuellement, encore plus qu'il y a 20 ans, on produit plus pour le profit capitaliste que pour rémunérer le travail et satisfaire les besoins des consommateurs.

Les industries agro-alimentaire et la plupart des groupements de producteurs (coopératives, etc.) ne se préoccupent pas du revenu du travail paysan ni de la gestion rationnelle du patrimoine géographique et agronomique. La viticulture méridionale en est un bel exemple : à soutenir le prix du vin de façon unique, on encourage la vigne de plaine à gros rendements et faible qualité qui peut être rentabilisée même avec une distillation à 1,70 F le litre. Produire pour détruire, bibine, haute technologie et profits..., alors que dans certains secteurs de coteaux où il ne pousse que la vigne, l'olive ou la garrigue, l'arrière-pays ne pourrait survivre qu'avec une aide en rapport à la qualité.

Restructuration et conséquences

L'agriculture productiviste continue à accentuer les disparités entre pays, régions, producteurs, riches ou pauvres. L'Europe du Nord, aux productions plus intégrées de façon capitaliste, accentue sa domination ; la garantie de prix de la C.E.E. couvre 88% de la production danoise contre 47% de celle de l'Italie. En plus, les montants compensatoires monétaires renforcent les monnaies fortes au détriment des faibles.

L'intégration capitaliste de l'agriculture se fait de façon lente et insidieuse. Car on n'aide pas ceux qui refusent de s'insérer dans les normes productivistes : l'élevage du veau au lait en poudre est hautement subventionné, il rapporte plus au paysan que s'il laisse le veau sous la mère et à la pâture, et il coûte des sommes folles au budget européen en engendrant contamment du chômage (on prévoit la disparition de deux à trois cent mille éleveurs d'ici l'an 2 000), mais il rapporte gros à tous les capitalistes de la filière.

En parlant de chômage, mon intention n'est pas de revenir à un âge d'or mythique où le plein-emploi s'appelait misère et esclavage, ni de sombrer dans un bucolisme écologico-patriarcal, mais il faut bien regarder l'économie en face : le chômage gagne en Europe et ailleurs ; il pose d'énormes problèmes économiques et renforce le rôle de l'Etat (aides, restructurations).

D'après une étude du C.E.R.C., entre 70 et 80, l'augmentation en France de la plus-value du travail agricole a profité à 65% aux industries agro-alimentaires et aux consommateurs, 12% à l'amont de la production (engrais, matériel, etc.), 5% aux services (banques, mutuelles, administrations). Ne restant que 18% pour le travail paysan, alors que le S.M.I.C. entre-temps passait de 1 à 2,5, on comprend mieux pourquoi les capitalistes de la terre ont presque tous un pied au champ et l'autre au Crédit agricole ou à l'abattoir. En 83, les profits de l'industrie agro-alimentaire auraient presque doublés...

La C.E.E., un des sièges du capitalisme mondial

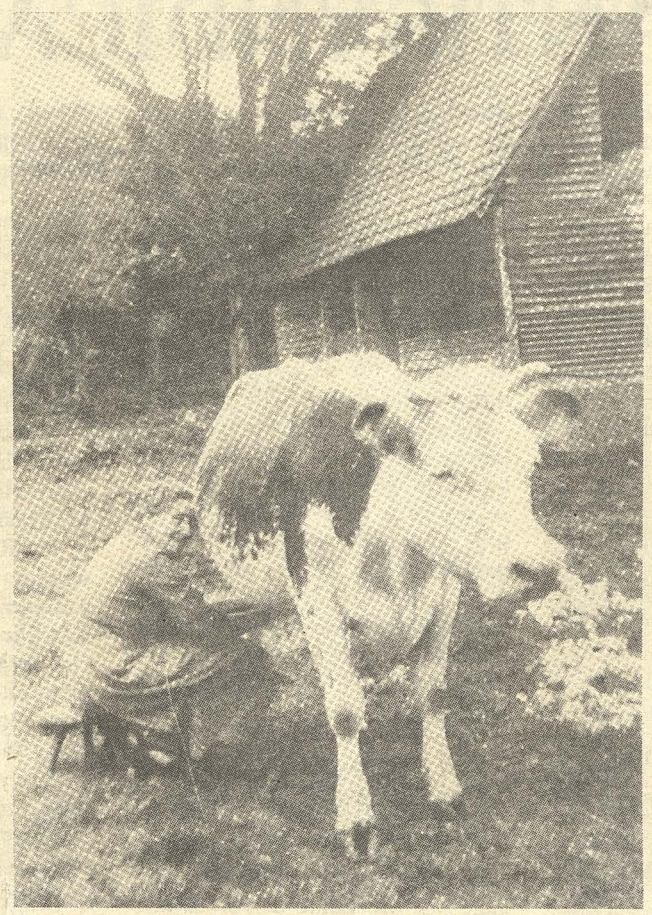
La C.E.E. n'a jamais été un marché commun réel, mais l'expression variable de rapports de forces nationalistes qui soit cherchent à s'allier contre les Etats-Unis ou le Tiers-Monde, soit préfèrent parfois garder une autonomie libre-échangiste. Aujourd'hui, la P.A.C. n'est plus en mesure de faire face à ses engagements de soutien et de garantie de prix, et il en découle une politique d'austérité qui frappe, ici également, beaucoup plus le travail que le capital.

La balance commerciale agro-alimentaire de la C.E.E. est en déficit croissant, mais à cause des tomates de serre de Hollande, du veau allemand engraissé au soja américain ou du porc breton nourri au manioc de Thaïlande. « La P.A.C. a été d'un plus grand secours pour les régions déjà riches que pour les zones les plus défavorisées. » Dixit Pisani en avril 83.

Le budget agricole européen a constamment favorisé l'agro-alimentaire et les cultures d'exportation qui, souvent, ne tournent que grâce à un schéma intensifié et spécialisé : il est plus juteux pour l'économie capitaliste que les Bretons élèvent des poulets avec des céréales du Tiers-Monde pour les revendre dans le golfe Persique, plutôt que de produire et vendre dans des filières régionales.

Plus du quart des productions européennes (essentiellement des cultures destinées aux élevages) est produit dans les pays sous-développés. La vérité agricole des rapports Nord-Sud c'est : excédents et famines.

Cette situation à l'intérieur du système libéral est au bord du gouffre financier. Les Etats-Unis — qui économiquement et diplomatiquement contrôlent plus de la moitié des marchés agricoles (cf. embargo sur le soja en 73) — ont de moins en moins les moyens de financer cette guerre agricole. Actuellement, il se met en place une politique de subventions à la friche qui revient moins cher que le dumping des productions intérieures du marché mondial.



L'Europe verte a des frontières, le capitalisme libéral n'en a pas, et dans ce carcan, les mesures nationales et supra-nationales sont souvent de portée insignifiante. Actuellement, la C.E.E. soutient très fort le tournesol et le soja, surtout en France : on se rue sur ces productions destinées à l'huile et au bétail. Les éleveurs bretons pensaient payer l'aliment moins cher, il n'en est rien. Vu le taux de change, les tourteaux filent au Danemark. De plus, Reagan voyant ses exportations diminuer a menacé de stopper les importations de vins de la C.E.E.

« Produisons européen » est un slogan qui ne tient pas mieux la route que « Produisons français », tant que le libre échange et l'unicité des prix agricoles resteront en place. Cela flatte l'électeur, mais ne résoud rien. Rocard a d'ailleurs le même programme que Thatcher ou Reagan : austérité sur les revenus paysans pour exporter davantage à moindre coût, et l'I.N.R.A., organisme de recherche agronomique, n'a pas reçu d'autres directives.

Sur l'élargissement de la C.E.E.

Un autre problème de taille pour l'Europe verte concerne l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal. Dans la C.E.E., les productions méditerranéennes sont en crise endémique (vin, fruits, légumes), et il est certain que les producteurs du sud de la France, d'Italie et de Grèce vont trinquer économiquement, d'autant plus que l'Espagne possède un vignoble dont le rendement est le tiers du nôtre, qui n'attend que des débouchés pour décoller, et que le salaire minimum espagnol est inférieur de 50% au salaire français, de 30% au salaire italien. Les paysans espagnols seront mieux payés qu'aujourd'hui à condition de s'insérer dans les schémas productivistes, c'est-à-dire intégration capitaliste pour certains et disparition pour les autres. D'autre part, les producteurs du nord de l'Europe (lait, viande, céréales, sucre, etc.) vont pouvoir conquérir le marché ibérique.

La marge de manœuvre syndicale est faible

Pour la majorité des petits paysans d'Europe, en février dernier à Colmar, une réunions des syndicats « progressistes » et minoritaires l'a clairement montré : il faut à court terme se battre pour une garantie de revenu pour une production socialement utile, qui puisse permettre d'échapper à la fuite en avant du productivisme — on produit de plus en plus, car on vend de moins en moins cher. La société capitaliste, régulée par l'Etat, et dont la logique n'est pas remise en cause par les syndicats agricoles patronaux telle la F.N.S.E.A., ne résoudra pas les problèmes économiques et sociaux des producteurs sur le fond, sinon à coup d'aumônes conjoncturelles.

La C.N.S.T.P., mon syndicat, revendique que le soutien et la garantie des prix n'interviennent que jusqu'à un certain volume de production — le quantum par travailleur — et que les gros agrariens se débrouillent sans primes avec leurs excédents. Ces quantums seront à définir par production et par région, et il sera toujours moins onéreux d'aider par prix différenciés les petits producteurs et les zones inhospitalières, plutôt que de subventionner la lutte con-la désertification et le chômage, en Europe comme dans le Tiers-Monde.

Le productivisme, subventionné à fonds perdus, pille l'énergie, les engrais, les sols d'eau et les potentiels génétiques, et résoud ses problèmes budgétaires sur le dos des pays en voie de sous-développement. La solidarité internationale des travailleurs doit être concrée dans la paysannerie, car les pays du Tiers-Monde sont encore fondés sur leurs systèmes agricoles.

Dans les années à venir, les paysans de l'Europe doivent défendre leurs productions utiles, et non pas le profit qu'on peut éventuellement en tirer.

Les alliances sont plutôt à rechercher avec les autres travailleurs qu'avec les banquiers, les négociants, les technocrates et les politiciens. Il faut réfléchir et lutter pour une économie qui gère le travail, les matières et l'énergie, plutôt que de chercher à vendre toujours plus cher et acheter au plus bas, tel le renard libre dans le poulailler libre.

Pour conclure

L'Europe agricole n'a rien su résoudre. Toutes tendances confondues, les démocraties bourgeoises et technobureaucratiques ne peuvent soutenir une production qu'en arrêtant d'en subventionner une autre. Dans cette période de crise fondamentale, l'Europe agricole est incapable d'inventer. Ses décisions oscillent entre la planification des spéculations et la spéculation sur les planifications — pour le plus grand profit des petits malins de nos villages, et celui des margoulins du Capital et de l'Etat.

A. Crapaud

INTERVIEW POLOGNE

Il y a quelques semaines à Radio-Libertaire une camarade de retour d'un convoi de solidarité en Pologne est venue parler de la répression qui existe dans ce pays et également de deux militants emprisonnés sous divers chefs d'inculpation, dont atteinte à la sureté de l'Etat. A l'heure, où l'on entend plus parler de crucifix dans les écoles que de l'organisation syndicale Solidarnosc, il nous a paru important de parler du cas de camarades emprisonnés pour leur solidarité militante. En Pologne, un espoir était né, nous ne le laisserons pas étouffer, ni par les uns ni par les autres !

J.-P. G.

— Radio-Libertaire : Parlons maintenant des deux copains qui sont emprisonnés en Pologne, surtout d'un...

— **Elisabeth** : Oui, il s'agit d'un copain qui s'appelle Jacky, il était parti en Pologne non pour un voyage touristique ou d'agrément, mais par solidarité militante avec le peuple polonais.

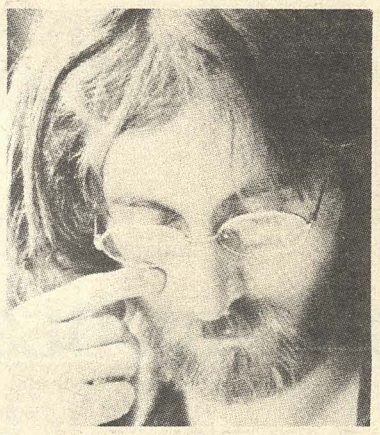
Il est du syndicat C.F.D.T. du Trésor et était parti avec un convoi venant de l'Eure, transportant des vivres, des médicaments. De nombreuse coordinations, pour aider Solidarnosc, ont fait la même chose, que ce soit au niveau des entreprises, avec des sections syndicales, ou au niveau des quartiers, des associations dont certaines sont liées avec l'Eglise catholique ; dans le cas qui nous intéresse, ce n'était pas une association liée à la religion mais une association qui s'occupait de solidarité concrète. Car le niveau de vie en Pologne n'est pas brillant, de 10 à 15% des denrées alimentaires viendraient de l'aide étrangère, ce qui est énorme... la vie quotidienne serait encore plus dure sans cet apport.

Pour en revenir au cas concrêt de Jacky, il conduisait un camion avec 2 à 3 tonnes de matériel dont, en particulier, un cabinet dentaire, car le matériel médical est très difficile à trouver là-bas. Quand je suis allée en Pologne, j'ai moi-même amené un stétoscope ! Jacky transportait tout ce matériel... et il a été arrêté peu après la frontière polonaise, par les policiers polonais, alors qu'il avait déjà été fouillé à la douane.

Ils ont trouvé du matériel à polycopier dont je crois une ronéo, tout cela devant être remis à des militants. Cela a entraîné son inculpation d'atteinte à la sureté intérieure de l'Etat polonais et il est en prison depuis le 22 mars. Il risque d'après le code pénal polonais de 6 mois à 5 ans de prison. Son jugement doit avoir lieu dans quelque temps, un avocat a été désigné par le consulat de France à Szczecin. Des nouvelles directes de lui, nous n'en avons pas pour l'instant. Sa mère a reçu une lettre qui a mis un mois à lui parvenir. Il serait en bonne santé et aurait le moral. Tout est relatif, dans les prisons polonaises on mange de la soupe, un morceau de pain et on est obligé d'être pieds nus dans les cellules. N'empêche que cela ne doit pas être drôle tous les jours, Jacky ne parle pas le polonais et de toute façon nous ignorons jusqu'où va son isolement. Nous voulons briser le mur du silence qui s'instaure sur son emprisonnement et qu'il sorte le plus vite possible des geôles de Jaruleski.

— R.-L. : On pourrait, pour que les choses soient précises expliquer ce qu'est un convoi. Ce ne sont jamais de gros camions, mais plutôt des fourgonnettes que tout le monde peut conduire avec un permis normal. Pour aller en Pologne, il faut passer par les deux Allemagne. Les fouilles les plus méticuleuses ont lieu en Allemagne de l'Est. Pour la Pologne à ce que me disaient des copains cela se passait pas trop mal...

— **Elisabeth** : Plus maintenant ! Depuis quelques mois cela a bigrement changé. Depuis fin janvier, ils ont mis en place de nouveaux systèmes de contrôle. En particulier des garages souterrains où ils peuvent démonter entièrement un camion, quelle que soit sa taille. Pour ce qui est des gros camions, il y a en a aussi, si on veut faire une distinction, on pourrait dire que les camionnettes permettent plus d'y aller de manière militante !



Jacky Challot, avant son arrestation.

— R.-L. : Outre la ronéo, on a aussi trouvé du matériel de propagande, de la littérature clandestine...

— **Elisabeth** : Oui, Jacky était-il au courant de ce qu'il transportait, ça on ne le sait pas de manière précise, mais ce n'est pas l'important. Jacky avait déjà été plusieurs fois en Pologne, il passait généralement par la Suède, en prenant le bateau. Cela permettait d'échapper aux contrôles est-allemands.

Mais, aujourd'hui, c'est au niveau polonais que les choses ont changé. Cela correspond à une accentuation de la répression en Pologne, au moins jusqu'aux élections du 17 juin. Elections municipales, qui en Pologne sont à la même date que les élections européennes.

Ce sont surtout des mesures d'intimidation. Il y a eu plusieurs centaines d'arrestations fin mars, avec garde à vue de 48 h ; les personnes ont été relachées sans explications. Les copains, là-bas, pensent que cela va souvent se répéter, manœuvre d'intimidation pour mieux prendre en main le contrôle de la population. Même chose avec les convois — je suis allé en Pologne fin mars —, quand nous sommes arrivés à la frontière polonaise, vers 18 h, nous n'en sommes repartis qu'à 2 h du matin. Après les visas, nous avons attendu près de cinq heures, sans aucune raison apparente. Nous avons su ensuite que la douane, avec l'aide de l'armée avait démonté intégralement notre véhicule. L'armée est présente maintenant aux frontières, de façon tout à fait visible. Pour trois douaniers, il y avait douze soldats, quand ils ont vidé notre camion qui contenait un tonne de matériel. Ils ont même été étonnés quand ils ont découvert le carter d'embrayage que nous avions emmené en dépannage. Il a fallu longuement leur expliquer que ce n'était qu'une pièce de rechange !

En fait, le soutien à Solidarnosc et aux travailleurs polonais qui existe depuis décembre 81 énerve passablement les autorités qui croyaient que le temps aurait raison de tout cela. Avec le temps, les convois « roulent tout seuls », c'est-à-dire qu'ils sont efficaces. Surtout, les contacts établis en Pologne sont durables et efficaces. C'est sûrement ce que les autorités polonaises craignent le plus : que les échanges entre des militants de Solidarnosc et des syndicalistes solidaires de l'Ouest durent.

Les gens que nous avons rencontré là-bas nous pressaient de questions sur notre façon de vivre mais aussi sur la vie politique. Nous ne nous privions pas de leur montrer la vraie face d'organisations syndicales ou politiques qui disent les soutenir ! Tout y passait, en fait, on sent les Polonais intéressés par tout ce qui se passe dans le monde...

— R.-L. : Cela ne doit pas ravir Jarulewski et sa clique ! Toute dictature a pour but d'interdire tout contact informatif entre les gens. En plus si des éléments viennent d'un autre pays !

— **Elisabeth** : Oui, passer un livre d'histoire sur la révolution russe est encore plus grave à leurs yeux qu'une ronéo...

— R.-L. : Dans la même prison que Jacky, il y a Olivier, un militant de l'U.N.E.F. Indépendante et démocratique, les circonstances de son emprisonnement ont-elles été les mêmes ?

— **Elisabeth** : Oui, il faisait aussi partie d'un convoi, je n'ai pas beaucoup d'informations sur lui. Jacky, lui, je le connaissais...

— R.-L. : Je suppose qu'ils ont été inculpés ? Tu m'as dit qu'ils passaient en jugement dans peu de temps. Quand Roger Noël, dit Babar, avait été arrêté, il y a un peu plus d'un an pour avoir transporté un émetteur pour Radio-Solidarnosc, son chef d'inculpation était : transport illégal de matériel, fraude douanière, atteinte à la sureté de l'Etat. La solidarité internationale a pu renverser le rapport de forces.

— **Elisabeth** : Jacky a, je crois, quatre chefs d'inculpation : injures et diffamation envers l'Etat polonais, cela concerne les publications trouvées dans la camionette ; il serait également inculpé pour atteinte à la sureté de l'Etat. Pour cette dernière inculpation, il risque 5 ans de prison.

On a organisé un comité local pour sa libération, à partir du syndicat où il militait — C.F.D.T. Trésor 78 —, mais on manque d'informations par rapport à sa défense juridique. Ce qui est important c'est de se mobiliser pour la libération de Jacky.

— R.-L. : C'est de cette mobilisation que dépendra la durée de sa détention. Combien de mois, de semaines ?

— **Elisabeth** : Et combien de dollars nous devrons verser pour sa libération ? La loi polonaise permet de suspendre la peine d'un condamné étranger quand une « rançon » est payée. Pour « Babar » Roger Noël cela tournait autour de 10 000 dollars, nous espérons qu'il n'y aura pas d'enchères.

— R.-L. : D'où l'importance de la mobilisation ! Et le gouvernement français ?

— **Elisabeth** : Il est intervenu aussi, officieusement, auprès de l'ambassade de Pologne à Paris. Les négociations ayant échoué, le jugement aura lieu...

— R.-L. : Est-ce que la famille de Jacky peut aller le voir ?

— **Elisabeth** : Elle pourrait aller le voir une fois par mois. A ma connaissance, personne de sa famille n'est disponible en ce moment pour y aller. Au niveau du comité pour sa libération, nous nous cotisons pour que son amie puisse aller le voir. On voudrait aussi qu'un avocat français, spécialiste du droit international pour les détenus politiques aille voir son avocat polonais. Tout cela nécessite de l'énergie et de l'argent. Pour briser le mur du silence, on a fait des actions... Il y en a même qui, je crois, sont presque passées en direct sur Radio-Libertaire ! On est allé à la Foire de Paris, à la Porte de Versailles, distribuer des tracts et mettre des auto-collants pour la libération de Jacky sur le stand de l'Etat polonais, véritable vitrine à touristes. On a distribué environ 1 500 tracts, et au bout d'une demi heure, le service de sécurité a été appelé pour nous faire évacuer.

— R.-L. : Comment cela s'est-il passé ?

— **Elisabeth** : Oh ! « gentiment », une bataille rangée n'était pas prévue ! On voulait simplement marquer le coup face aux médias. La presse avait été convoquée, et le lendemain, il y avait un petit article dans *Le Monde*, d'autres journalistes étaient présents (*Libération*, *France-Soir*, *Le Matin*), mais il n'y a rien eu dans leurs journaux.

On demandait aux gens de boycotter le stand polonais, de ne pas s'y arrêter et ça a marché assez bien. (...)

LIBERTÉ POUR JACKY

APRÈS 2 mois de détention, Jacky a pu enfin communiquer avec quelqu'un qu'il connaît bien. Son amie a obtenu le droit de visite et l'a rencontré durant 3/4 d'heure à la prison de Szczecin, le vendredi 18 mai.

Dès son arrestation, il est resté 4 jours dans un commissariat avec deux autres Polonais, dormant sur des tables, dans des conditions telles que l'un d'entre eux a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines. Il partage sa cellule actuelle avec onze autres prisonniers : des droits communs et des jeunes qui refusent le service militaire. Il existe une grande solidarité entre eux et Jacky a partagé les trois colis qu'il a reçus. Ils ne sortent jamais.

Jacky est en bonne santé et a bon moral ; il écrit beaucoup, des notes sur cette expérience difficile. Son avocat polonais, qui avait été nommé par le Parquet, n'a participé à aucun interrogatoire. Il ne l'a vu que deux fois en deux mois (droit de visite tous les deux jours) ! L'amie de Jacky n'a pu voir que son fils (4 minutes dans un couloir) car le père était parti quinze jours en Italie !

En vue de sa libération, une caution de 35 000 F, puis de 72 000 F, a été fixée, et versé depuis sur le compte du procureur de Szczecin. Malgré le versement de cette rançon, le procureur refuse de libérer Jacky. Il déclare que la caution est une décision administrative, pas une décision de justice et il n'y a pas eu de procès.

Seule une pression publique et massive peut le faire libérer. Le comité local a décidé d'amplifier son action. Beaucoup de comités Pologne, de sections syndicales, de personnes souhaitent coordonner leurs efforts, y compris au niveau international. Ainsi, après un contact avec Roger Noël (Babar), un comité aurait été créé à Bruxelles dès la nouvelle de l'arrestation de Jacky. Il a développé l'information : tracts, journaux, bombages, réunion publique avec participation du comité local des Yvelines.

Depuis l'échec des diplomates, ils intensifient leur action, notamment en intervenant auprès des centrales syndicales (Confédération européenne des syndicats).

Tous ceux qui souhaitent aider à la libération de Jacky peuvent rentrer en contact avec le comité local pour la libération de Jacky Challot, Collectif Finances C.F.D.T., 8, rue Saint-Simon, 78000 Versailles, tél. 951.25.69. Ils pourront s'y procurer des informations, des tracts..., ainsi qu'organiser des collectes pour réunir les fonds nécessaires à l'action publique et à sa libération (C.C.P. du Collectif Finances C.F.D.T. : 15 207 17 J, Paris).

Dernière minute : Jacky aurait été transféré à la prison de Varsovie...

ALLEMAGNE : PARTIE DE BRAS DE FER POUR LES 35 H

CETTE grève dans la métallurgie est la plus importante que la République fédérale d'Allemagne a connu depuis 1978. Les deux adversaires en présence — patronat et syndicats — veulent maintenir à tout prix leurs positions. L'économie de tout le pays est gagnée progressivement par le conflit social.

Deux hypothèses pour mettre un terme à cette situation bloquée se présentent : soit les syndiqués persistent, appuyés par les autres fédérations et dans ce cas nous assisterons à une véritable explosion sociale avec les répressions que cela entraîne ; soit syndicats et patronat débouchent sur un compromis mais qui serait forcément éloigné de la semaine de 35 h sans perte de salaires. Des rumeurs circulent comme quoi un accord pourrait être signé sur la base de 38 ou 39 h et une semaine de congés supplémentaires. En outre, il faut trouver un médiateur qui accepte d'arbitrer les débats et de concilier les deux parties. On a prononcé, à un moment, le nom de Helmut Schmidt qui vient justement d'abandonner la vice-présidence du S.P.D. Mais celui-ci ne semble pas donner suite.

D'ores et déjà, les métallos ne sont plus seuls. Les imprimeurs, les ouvriers du textile, les cheminots, le personnel des banques et des assurances sont venus grossir leurs rangs.

La paix sociale, « Friedenspflicht », est bel et bien rompue. Pour la petite histoire, il faut savoir que les « conventions collectives » sont négociées annuellement entre syndicats professionnels et chambre patronale correspondante. Moyennant certains avantages sociaux, le syndicat s'engage à respecter la paix sociale (sous-entendu : à ne pas faire grève) jusqu'au terme de la convention.

Marche sur Bonn organisée par I.G. Metall.

La convention signée entre I.G. Metall et Gesamtmetall (patronat) a pris fin le 29 février 1984. Les syndicats ont donc fait leurs propositions aux patrons qui ont refusé la négociation. I.G. Metall a considéré que la politique contractuelle devenait impossible en raison de la nette position de force des patrons qui exercent un chantage odieux à l'emploi, jouant sur la hantise du chômage et qui, par ailleurs, bénéficient des largesses du gouvernement C.D.U.-F.D.P. Les grèves qui ont lieu actuellement ne sont donc pas « sauvages » et ne peuvent nullement être sanctionnées par la justice.

Une nouvelle rencontre a eu lieu les 24 et 25 mai 1984, à Stuttgart, entre représentants du patronat et des syndicats. Ils se sont séparés sans être parvenus à un compromis. Les grèves continuent ! Dans la région de Stuttgart et de la Hesse, 58 000 métallurgistes sont officiellement en grève dans une trentaine d'entreprises. Le patronat parle de nouveaux lock-out touchant 30 000 salariés. Daimler-Benz, le fabricant de voitures dont 11 groupes sont installés en R.F.A., accuse une perte journalière sur le chiffre d'affaire de 120 millions de D.M.

Le soleil qui se lève sur les 35 h (symbole de la revendication des métallos) continue de fleurir dans les manifestations qui se déroulent dans le calme. Et pourtant la partie est serrée !

Jusqu'où iront ces grèves ? Rien ne nous permet de nous avancer. En tous cas, elles coûtent cher à l'I.G. Metall. On parle d'une réserve financière de 2 milliards de D.M., sans compter l'appui du D.G.B. qui possède ses propres banques, entreprises et immeubles. Et rappelons que seuls sont indemnisés les grévistes syndiqués. Les victimes non syndiqués des lock-out ne touchent rien (ni du syndicat ni de l'Etat).

La partie de bras de fer continue. Et en supposant que le conflit se résolve par un compromis du genre énoncé précédemment, la classe ouvrière aura quand même obtenu de nouveaux avantages sociaux face à un patronat arrogant et inflexible.

Martine
Liaison Bas-Rhin

COMMUNIQUÉ

NOUS appelons l'ensemble des travailleurs à manifester contre la venue en France, le 6 juin, de Reagan et des leaders de l'impérialisme et du capitalisme privé. Sous prétexte de commémoration, ces chefs d'Etat viennent célébrer et renouveler l'alliance des dirigeants du capitalisme occidental. Ils viennent aussi manifester leur soutien et leur approbation à la politique réactionnaire dans laquelle Mitterrand s'est résolument engagé.

Derrière cette célébration guerrière, nous dénonçons l'extermination mutuelle des peuples pour le plus grand profit des impérialismes américain et russe et du capitalisme international.

C'est aussi l'occasion de dénoncer la politique de soutien aux dictatures, et d'intervention militaire des Etats-Unis qui, aujourd'hui encore, font obstacle, dans leur sphère d'influence, à la libre détermination des peuples.

Manifestons le 6 juin, à 18 h 30, place de la République.

Fédération anarchiste

DÉTRUIRE UN MYTHE : L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS

EN 1933, est votée aux Etats-Unis une loi interdisant la vente d'« armes, de munitions et d'engins de guerre à d'éventuels belligérants ». En 1936, Roosevelt se fait réélire sur un programme de neutralité pour la guerre à venir. En 1939, la loi de neutralité renforce les dispositions en vigueur.

Dix millions de chômeurs sont recensés en 1938. Il y en a encore 9 millions en 1939 et 8 millions en 1940. Des études faites à cette époque montrent que le pays mettra de nombreuses années à sortir de la crise. Alors, on révise les lois de neutralité : les belligérants sont autorisés à effectuer des achats aux Etats-Unis à condition de payer comptant et d'emporter eux-mêmes la marchandise.

Une autre modification intervient après la défaite de la France : Roosevelt demande l'autorisation de vendre ou de prêter tout équipement de guerre à toute nation dont la défense est vitale pour la sécurité des Etats-Unis ; c'est la loi « prêt-bail » qui abroge toutes les dispositions antérieures de neutralité.

La guerre et les affaires

Ainsi en 1941, les Alliés reçoivent 750 millions de dollars de fournitures. Entre août 39 et décembre 41, c'est-à-dire entre le début de la guerre et l'entrée en guerre des Etats-Unis, la production industrielle double et les exportations passent de 3 177 millions de dollars à 5 147. L'accroissement de la production de guerre entraîne la création d'emplois dans d'autres secteurs ainsi qu'une hausse des salaires.

Ces deux éléments combinés font monter la production des biens de consommation de 25% entre août 39 et août 41. Une fantastique activité économique se développe. La production industrielle double de 1939 à 1941, mais ce n'est pas suffisant : 16 milliards de dollars vont être dépensés pour construire des industries de guerre. On crée des usines sidérurgiques, de produits chimiques, des raffineries, 6 000 km. d'oléoducs sont construits.

A la fin de la guerre, le gouvernement possède 90% de la capacité de production d'avions, de navires, de caoutchouc synthétique ; 70% pour l'aluminium ; 50% des machines-outils, et tout cela sera distribué au secteur privé après la guerre. Ainsi la guerre aura permis une prodigieuse accélération de la concentration du capital : 1 157 avions en état de combat en 1941, 297 000 sont construits en 5 ans ; un peu plus de 1 000 chars en 1941, 86 338 sont construits en 5 ans.

La Seconde Guerre mondiale aura permis aux Etats-Unis de résoudre une crise économique très grave. Après une période de neutralité de deux ans (1939-1941) qui a grandement contribué à la reprise économique et qui a permis également aux Etats-Unis d'occuper des marchés extérieurs que les puissances européennes ne pouvaient plus approvisionner, ils ne sont entrés en guerre que lorsque leur intégrité territoriale a été directement menacée après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor en 1941.

Déjà en 1914

Faisons un petit retour en arrière sur la Première Guerre mondiale, car il existe de curieuses similitudes dans la façon dont les Etats-Unis sont intervenus.

En 1913-1914 a eu lieu également une crise économique, suivie, en 1915, par une expansion industrielle et agricole due au coup de fouet donné par la guerre en Europe. Il n'est pas question d'intervenir. Tout le monde est d'accord là-dessus : l'opinion publique comme le « big business ». Car contrairement à une thèse communément admise, en particulier par des analystes marxistes, selon laquelle les milieux d'affaires assoiffés de profits exerceraient des pressions en faveur de l'entrée en guerre des Etats-Unis, la réalité est tout autre. En réalité, les milieux d'affaires ont été de fervents partisans de la neutralité. Pourquoi ?

Un historien, S.-E. Morison, dans son *Histoire du peuple américain*, l'explique clairement. Il dit : « Les milieux d'affaires et les groupes financiers qui observent leur portefeuille, et en général Wall Street, restent fermement en faveur de la neutralité jusqu'en 1917, car la neutralité leur offre tous les profits de la guerre sans la contre-partie des sacrifices correspondants. » « Jusqu'en 1917 », dit Morison. Pourquoi 1917 ?

Dans les livres d'histoire que nous avions à l'école, pour ceux qui s'en souviennent encore, on nous expliquait que l'entrée en guerre des Etats-Unis était liée au torpillage du *Lusitania*, le 7 mai 1915, et lors duquel plus de cent Américains sont morts. Or, à l'époque, l'émotion est vite retombée.

Le président Wilson a bien protesté auprès de l'Allemagne, le 13 mai, puis de nouveau le 9 juin, mais Bryan, son secrétaire d'Etat, démissionne plutôt que de signer la note, car il jugeait trop fermes les termes employés par le président ; il craignait que ce soit interprété par l'Allemagne comme un ultimatum. Ce monsieur, Bryan, faisant allusion au fait que le *Lusitania* transportait des munitions, déclara : « L'Allemagne a le droit d'empêcher que la contrebande ne parvienne aux Alliés, et un bateau transportant de la contrebande ne doit pas compter sur la présence de passagers pour le protéger d'une attaque ; cela équivaudrait à placer des femmes et des enfants devant une armée en marche. »

Débarquement des soldats américains en juin 44.

La légende des Etats-Unis volant au secours des démocraties anglaise et française tombe en morceaux, ne serait-ce que si on considère qu'entre le torpillage du *Lusitania* et l'entrée en guerre des Etats-Unis, il s'est passé deux ans. Que s'est-il donc passé en 1917 ? Tout simplement un télégramme !

Le 16 janvier, Berstorff, ambassadeur allemand à Washington, est informé de la décision de son pays de mener la guerre sous-marine à outrance. Il doit communiquer la décision au gouvernement américain le 31 janvier. Mais en même temps, il y avait un autre télégramme de Zimmerman, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, que Bernstorff devait transmettre à son collègue de Mexico ; il est dit notamment : « Nous avons l'intention de déclencher la guerre sous-marine à outrance le 1er février. Nous tâcherons malgré cela de maintenir les Etats-Unis dans la neutralité. En cas d'échec, nous faisons au Mexique une proposition d'alliance sur les bases suivantes : faire la guerre ensemble, faire la paix ensemble, étant entendu que le Mexique doit recouvrir les territoires perdus du Texas, du Nouveau Mexique et de l'Arizona. Le réglement de détail est laissé à votre initiative. »

L'existence du télégramme sera révélée par les Anglais, ce qui créera une confusion invraisemblable. Mais le 2 mars 1917, Zimmerman confirmera son authenticité. L'Allemagne avoue avoir voulu enlever aux Etats-Unis une partie de leur territoire national. Maintenant l'Amérique est prête à passer à l'action.

Raoul Boullard

PORTUGAL : CAMPING LIBERTAIRE INTERNATIONAL

POUR les uns, le plaisir est un péché dont il faut nettoyer les consciences. Pour les autres, ce n'est qu'une brève interruption du quotidien. Pour nous, anarchistes, c'est une fin en soi, un moyen de refuser la société hargneuse, circonspecte et patriarcale au sein de laquelle nous vivons. Alors, l'importance donnée à cette réunion d'anti-autoritaires est bien compréhensible, après un an de boulot, d'embêtements et de lavage de cerveaux.

Le camping (1) aura lieu tout près d'Aveiro, au centre du pays, dans une petite presqu'île constituée en réserve naturelle. Outre ce que chacun voudra faire, nous pensons organiser, selon les propositions émises dans ce sens, des débats et des échanges d'expériences.

Il faut donc que vous envoyiez votre inscription le plus tôt possible (date limite : 15 juillet), en nous envoyant quelques suggestions personnelles.

Le lieu du campement est accessible en voiture, par Torreira (Ovar), ou en bateau par Aveiro (où il y a une gare). On pense effectuer un regroupement à Coimbra, vers les 10 h, le 1er août, près de la « Associaçao Académica », où vous pourrez donc nous rejoindre.

Nous vous attendons.

Salut fraternel du groupe organisateur (2).

A Margem

(1) San Jacinto (Aveiro), Portugal, du 1 au 15 août 1984.
(2) A Margem, appt. 158, 3002 Coimbra codex, Portugal.

HOLLANDE LES JÉSUITES ATTAQUENT

LE gouvernement hollandais exprimera bientôt publiquement sa position définitive sur le redéploiement des 48 missiles Cruise dans le pays. Mais il semble qu'il se soit déjà arrêté sur l'option dite de « déploiement en cas de crise ».

Ainsi tout en acceptant la construction des sites, il refuserait le déploiement permanent des missiles sur le territoire. Ceux-ci seraient provisoirement installés dans un autre pays de l'O.T.A.N. et la Hollande les recevrait au moment d'une crise ou d'une alerte.

En adoptant cette solution, le gouvernement pense tenir les engagements pris en 1979, tout en évitant une grave crise interne qui pourrait provoquer sa propre chute !

D'après le *Rebrousse-poil*

ÉTATS-UNIS LES VÉTÉRANS ET L'AGENT ORANGE

SEPT grands de la chimie outre-Atlantique, dont Dow Chemical Co. et Monsato Co., ont « bien voulu » mettre 180 millions de dollars à disposition d'une fondation, constituée par des anciens combattants du Vietnam atteint par l'agent orange. Une plainte avait été déposée en 1979 et depuis elle regroupe environ 16 000 vétérans américains, australiens et néerlandais. L'accord avec les compagnies chimiques a été obtenu juste avant le procès.

Si celui-ci avait eu lieu, elles auraient eu à payer 100 millions de dollars, seulement pour les frais légaux. Pourtant les compagnies ne reconnaissent ni leur culpabilité ni leur responsabilité. Différentes études faites jusqu'à nos jours signalent des taux anormaux de cancers divers, des maladies nerveuses, des désordres du foie et des infections cutanées chez les personnes et les animaux exposés aux effets de cet herbicide qui contient de la dioxine. Leurs descendants sont tout aussi exposés à des troubles physiques et même à la mort, dans les premiers mois d'existence.

Rappelons qu'entre 1962 et 1971, les Etats-Unis ont aspergé le Vietnam avec 72 millions de litres de 15 herbicides différents. Les compagnies affirment que la responsabilité d'avoir utilisé le produit revient aux militaires. Ainsi, elles ont déposé à leur tour plainte contre le gouvernement, malgré qu'elles soient couvertes par les assurances pour le débours sement des 180 millions de dollars. Le gouvernement américain a déjà été l'objet de 18 000 demandes de pension d'invalidité, mais il n'en a retenu que 1 461. Il argue que des études supplémentaires sont nécessaires pour prouver les liens entre l'agent orange et ces maladies.

Au Vietnam, de nombreuses personnes sont atteintes, dont beaucoup d'enfants. Ni les compagnies ni le gouvernement américain n'ont versé jusqu'à aujourd'hui un centime.

Extrait du *Rebrousse-Poil*
Juin 84

ETATS-UNIS : LA BUREAUCRATIE SYNDICALE FACE A UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

AFIN de mieux situer le cadre de la grève dont il est question dans cet article, il nous semble utile de préciser que, en Amérique du Nord, les transports en commun, par voie terrestre, se font essentiellement en car, et très peu en train. Aussi Greyhound, qui est, de très loin, la plus importante compagnie de cars en Amérique du Nord, peut tout à fait être comparée à notre S.N.C.F. (à ceci près, bien sûr, qu'elle n'est pas nationalisée !).

Récemment, les travailleurs américains de Greyhound, membres du Syndicat général des transports (A.T.U.) furent victimes du réformisme de la bureaucratie syndicale, et perdirent une grève qu'ils auraient pu gagner. C'est Harry Rosenblum, chargé des négociations avec la direction de Greyhound, qui exprima le mieux la peur des bureaucrates quand il déclara : « C'était une partie de bras de fer et ils étaient plus forts que nous ! » (*New York Times*, 20 décembre 1983). La direction syndicale ne s'intéressait pas du tout à la lutte de classes ou à la campagne des travailleurs pour un réel contrôle de leurs vies. Son seul intérêt était de maintenir les profits de la compagnie, ainsi que le contrat syndical d'alors. Comme le vice-président d'un autre syndicat le faisait remarquer : « Nous ne voulons pas nous débarasser du patron, nous voulons seulement une répartition équitable des bénéfices ». Le contrat Greyhound n'est pas du tout « équitable » envers les syndicats : Greyhound a fait 19 millions de dollars de bénéfices pendant le 3e trimestre 1983.

Contrairement à la grève des contrôleurs aériens qui eut lieu il y a quelques années aux Etats-Unis, la grève était suivie, à Greyhound, à près de 100%. Qui plus est, ces grévistes recevaient un fort soutien de la part des autres travailleurs. Comme le syndicat A.T.U. est affilié à l'A.F.L.-C.I.O., d'autres syndicats affiliés et la Confédération elle-même soutenèrent la grève. La direction A.F.L.-C.I.O. appela à un boycott et certains offices du travail appelèrent à des « Journées de solidarité ». Ce soutien fut très important pour les grévistes. Aussi ceux-ci furent amèrement déçus quand la direction syndicale accepta les propositions patronales.

Il ne faut pas sous-estimer l'effet positif qu'eut la solidarité des membres des autres syndicats. Cette solidarité se manifestait spécialement pour les piquets de grève. Ces piquets de grève étaient combatifs, et souvent pour l'action directe. C'est ainsi qu'à Boston, New York, Seattle, Philadelphie et dans de nombreuses autres villes, les gares routières étaient non seulement entourées de grévistes et de travailleurs solidaires, mais étaient souvent complètement bloquées. Quand la police essayait d'escorter les cars, des milliers de travailleurs se regroupaient autour des véhicules. Il fallut un grand déploiement de forces de police pour empêcher les travailleurs de prendre en main les gares routières. Le soutien était tellement important que les grévistes prenaient réellement conscience de leur puissance en tant que classe.

Malheureusement, cette puissance fut délibérément sapée par la direction syndicale. Chaque fois que les travailleurs voulaient aller de l'avant et agir de leur propre initiative, la direction les retenait. Ceci eut lieu aussi bien quand il y eut des discussions sur le type d'actions à lancer qu'à la table des négociations. Quand il devint clair que les revendications des grévistes ne seraient pas acceptées, ceux-ci refusèrent pourtant la première proposition qui leur était faite à une majorité écrasante de 96%. Et, bien que la base ait rejeté cette première proposition, les négociateurs syndicaux acceptèrent un second contrat qui était à peine plus intéressant que le premier. Ce qui eut pour effet de démobiliser la base du syndicat A.T.U. ainsi que ceux qui soutenaient cette grève, malgré quelques résistances, surtout dans les grandes gares routières de New York et de San Francisco. Malgré ces oppositions, la bureaucratie syndicale put rallier la majorité des grévistes à ses positions. Elle y parvint en expliquant à ses membres que les traditionnels licenciements d'après les fêtes étaient pour bientôt, et que, si les travailleurs refusaient ce contrat, ils n'auraient plus qu'à sombrer ou à se débrouiller tous seuls.

La grève de Greyhound fut décevante pour ce qui est des gains économiques obtenus, de la conduite d'une grève ou de la représentation équitable des travailleurs par leur syndicat. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres grèves revendicatrices récentes, un point est positif : les travailleurs ont eu l'occasion de voir la bureaucratie syndicale telle qu'elle est, une élite complètement séparée de la base.

Cette grève a également réussi à rapprocher les travailleurs par une pratique solidaire. Aussi bien dans les piquets de grève que dans les actions faites en commun, les liens de classe qui furent scellés à cette occasion furent réellement admirables. La grève de Greyhound fut l'une des rares grèves récentes au cours de laquelle les travailleurs purent avoir un aperçu de leur propre puissance potentielle, économique, aussi bien que politique. Non seulement ils montrèrent qu'ils étaient conscient de l'existence de leur ennemi de classe, mais aussi qu'il fallait mener la lutte à la fois sur le plan économique et idéologique. Il y eut, au cours de nombreuses discussions, des propositions variées pour changer le régime politique et économique américain. Ces discussions sont encourageantes car elles montrent que des ouvriers de différents syndicats et de différentes professions parlent, sans être des spécialistes, de changements fondamentaux. C'est par essence, une reconnaissance du besoin de nouvelles organisations basées sur une conscience de classe et des méthodes de lutte plus effectives. Il ne fait aucun doute que le choix final de la route à suivre et de la forme d'organisation à construire sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Traduit de *Strike !*

JE « QUOTIDIEN », ET TOI ?

« MAIS tout le monde n'a pas le temps de faire du self-help (1). C'est une pratique réservée aux femmes qui ont le temps de se " bichonner ", aux " bourgeoises " », rétorquent souvent les femmes. Un auto-examen prend un quart d'heure tous les mois, une séance de maquillage dure dix minutes tous les matins !

N'est-ce pas plutôt un problème culturel, un problème d'éducation ? On a éduqué les femmes à être des assistées et les différentes institutions sociales ne font qu'accroître cette dépendance, cette soumission. Etre un « individu libre », c'est pouvoir acquérir une plus grande maîtrise de soi. C'est aussi pouvoir approfondir sa connaissance de soi et des autres. Pouvoir agir librement nécessite de se mieux connaître. Comment une femme qui ne maîtrise pas sa méthode contraceptive pourrait-elle maîtriser son corps, et vice-versa ?

Toutes ces pratiques relèvent d'un militantisme au quotidien qui n'est pas négligeable. Il n'y a pas de « petites luttes » contre ces pouvoirs à partir du moment où elles se présentent comme un refus très clair de ceux-ci, à partir du moment où elles visent à la destruction du Pouvoir. Ces pratiques sont à mettre en relation avec une remise en cause individuelle dont tout militant se prétendant tel ne peut se passer.

Pourtant, il faut dire que ce type de luttes, bien qu'ayant permis une prise en compte des problèmes du quotidien sur un plan politique, demeurent malgré tout assez limité. En effet, ces luttes sont souvent restées très parcellisées, cantonnées à leur propre sujet et, donc, très fermées. Le caractère individuel y a souvent été poussé à outrance, ce qui se traduit par une démobilisation dans un certain nombre de mouvements. Les liens affectifs entre militants y ont pris une place prépondérante, faisant des luttes au quotidien des luttes que l'on mène entre copains. Cela a pu être très intéressant quant aux réflexions qu'ont pu produire ces groupes sur leurs luttes. Pourtant, cela les a souvent amenés à perdre de vue que la réalité ne se limite pas à leur petit monde. Ils se sont souvent englués dans ce quotidien, perdant toute perspective politique globale. Les slogans révolutionnaires ont été délaissés au profit de mots d'ordre ponctuels ! Pour une révolution au quotidien d'accord, à condition qu'elle prenne en compte tous les aspects de la vie sociale et qu'elle rompe clairement avec l'aliénation qui nous est imposée dans la société actuelle !

M. F.
Gr. Kropotkine

(1) Cf note de lecture de la même page : *Mamamelis, manuel de gynécologie...*

PASSE-MOI L'ÉPONGE !

IL y a près d'un an et demi, nous annoncions la commercialisation de l'éponge (tampon spermicide) en pharmacie pour janvier 1983. Les laboratoires ont fait traîner les choses en longueur : l'éponge risquerait-elle d'être une concurrente de la pilule ? Le produit étant au point depuis longtemps, rien n'explique la lenteur de sa commercialisation !

Qu'est-ce que c'est ?

Elle a la forme de la tête du champignon de Paris et sa texture ressemble à celle d'une éponge ordinaire. En fait, c'est une mousse plastique qui retient un spermicide, remplaçant de manière avantageuse le diaphragme associé aux crèmes ou gelées spermicides.

Comment l'utiliser ?

Elle est facile d'emploi : il faut l'appliquer sur le col de l'utérus. Cela ne nécessite pas de position spéciale pour l'insérer dans le vagin, pas d'attente nécessaire. Elle ne coule pas, et surtout elle est efficace pendant vingt-quatre heures ! Un seul problème : il faut retirer le tampon une heure après le dernier rapport. De plus, il est d'une excellente efficacité, à condition de ne pas pratiquer de douches vaginales avec un produit de type lactacyde avant de mettre le tampon, car ces produits annuleraient l'action du spermicide ; celui-ci étant déjà lui-même un très bon antiseptique, il est préférable, d'une manière générale, d'éviter les douches vaginales.

Pour se la procurer, il suffit de commander une boîte de six tampons Pharmatex (laboratoire Pharmelac) chez votre pharmacien.

Oui, mais !

Il y a deux gros inconvénients pratiques ! Tout d'abord son prix : 57 F la boîte de six tampons, et chaque tampon n'est utilisable qu'une fois ! De plus, il n'existe encore qu'une seule taille... la petite. Cela veut dire que, si vous êtes utilisatrices de tampons de moyenne ou grande taille, vous avez beaucoup de chances de le perdre au cours des vingt-quatre heures, mais il sera resté efficace pendant toute la période où vous l'aurez gardé.

Un jour ou l'autre, les laboratoires Pharmelac devraient sortir les deux autres tailles, mais il ne faut pas être pressées pour pouvoir utiliser une contraception simple. Et de toute façon, dans le cas où ce serait trop simple, le prix fera la différence !

Marie
Gr. Kropotkine

« MAMAMELIS : MANUEL DE GYNÉCOLOGIE NATUROPATHIQUE A L'USAGE DES FEMMES » DE RINA NISSIM

DEPUIS longtemps, la gynécologie a été laissée aux mains des spécialistes. Les multiples vissicitudes de la vie quotidienne (tels la contraception, l'accouchement, etc.) ont été complètement médicalisées au nom des intérêts politiques des gouvernements en matière de contrôle des naissances, des intérêts des laboratoires pharmaceutiques et des intérêts liés à la profession médicale. Il y a belle lurette que les sorcières ont été brûlées et les femmes sont de plus en plus soumises à un pouvoir médical omniprésent.

Nous n'en donnerons pour exemples que l'accouchement ou la ménopause qui ne sont que des étapes « normales » de la vie d'une femme, étapes qui pourtant, sont aujourd'hui assimilées à un état de « maladie ». Les femmes ont été dépossédées de ces moments de leur vie, de ces savoirs et ce sont elles, aujourd'hui, les plus grandes consommatrices de soins médicaux. Il est certain que la médecine a fait évoluer beaucoup de choses, qu'elle a réduit nombre d'accidents, mais le recours systématique aux spécialistes est souvent excessif. La contraception, les infections vaginales, les accouchements et la ménopause font des femmes des individus en continuelle surveillance médicale, ce qui est bien pour ce qui est du dépistage des maladies, mais qui est grave quant à leur dépendance vis-à-vis du corps médical (ceci sans considérer qu'elles sont aussi les plus grandes consommatrices de tranquillisants, calmants, etc.).

Cet assistanat médical n'est pas le fruit de circonstances fortuites, il est volontairement développé. « Quasiment toute la gynécologie est dans les mains d'hommes qui n'ont ni utérus ni vagin et qui sont devenus les nouveaux savants de l'aire génitale et de sa médecine », écrit Rina Nissim. Le problème des sociétés patriarcales a toujours été de s'assurer la maîtrise du ventre des femmes. Le corps médical, principal garant du système, ne fait rien pour favoriser une quelconque tentative de réappropriation de leur corps par les femmes.

En réaction à ces états de fait, des femmes de plusieurs pays (1) se sont organisées au sein du mouvement Self-Help (auto-examen). Elles ont essayé, par la pratique d'auto-examens, de reconquérir une connaissance de leurs corps. Directement issu de ce mouvement, un groupe de femmes a créé le dispensaire de Genève où ont pu être expérimentées des médecines « douces », grâce à la participation active des usagères. Après des essais balbutiants, elles ont décidé de faire paraître un manuel (2) expliquant, de manière très honnête, les différents remèdes qu'elles ont pu tester dans le dispensaire. Des règles douloureuses à la ménopause, il existe toute une panoplie de recettes simples, efficaces que chacune peut mettre en pratique pour lutter contre les petits maux de la vie quotidienne ; et il en va de même pour les mycoses, les tumeurs, les cancers, etc. Dans ces multiples problèmes, on peut facilement trouver, grâce à ce manuel, la solution à ses petits ennuis de santé.

Comment soigner les infections tenaces, dont rien ne vient à bout ? Ce manuel présente quelques moyens qui sont faciles d'emploi pour soigner les mycoses, mais qui, pour certaines autres infections, nécessitent de la part de l'usagère une grande motivation pour pratiquer les soins jusqu'au bout. La médecine traditionnelle a trouvé des solutions plus rapides et moins contraignantes pour les femmes de guérir ces infections particulières, la médecine alternative ne présente plus dans ce cas que l'intérêt d'offrir des remèdes naturels.

Ce livre présente d'autres nombreux avantages, telle la dédramatisation des tumeurs qui ne sont pas forcément des cancers — contrairement à ce que de nombreuses femmes croient. Il explique aussi de nombreuses règles d'hygiène et d'alimentation. En effet, Rina Nissim dénonce les erreurs d'alimentation des pays dits développés. Nous connaissons le paradoxe d'avoir « une alimentation à la fois trop riche et carencée en aliments indispensables ». Nos repas sont souvent trop riches en proteïnes animales et nous ne mangeons pas assez de fruits et légumes crus (ou ayant subi une cuisson qui limite l'élimination de leurs vitamines et sels minéraux comme la cuisson à la vapeur).

D'autre part, la répartition des repas dans la journée est souvent mal agencée : c'est le matin que l'on pourrait profiter d'une plus grande variété d'aliments, alors que le repas important se situe souvent le soir.

Mais l'un des plus grand excès de notre alimentation est sa constitution en aliments raffinés (tels le sucre blanc, la farine blanche, le sel raffiné, etc.) qui procurent une énergie en dents de scie. Les changements de régimes alimentaires produisent toutefois des effets certains sur la santé, les organes (y compris sexuels !), mais dans des délais qui peuvent être longs. Il ne s'agit pas, dans ce manuel, d'adopter une alimentation biologique, mais de retrouver un équilibre alimentaire.

En bref, ce manuel recèle quantité de bons conseils et c'est à chacune de trouver son propre équilibre. Il reste encore une deuxième remarque à faire qui touche au prix du livre : 74 F, c'est cher pour un petit manuel ! Le dispensaire a édité lui-même ce guide, ce qui explique son coût assez élevé, mais ce livre est unique en son genre et vaut largement la peine d'être lu.

Monique
Gr. Kropotkine

(1) Le mouvement s'est surtout développé au Canada, aux Etats-Unis, en Angleterre, en R.F.A. et en Suisse. Il n'existe plus qu'un seul groupe Self-Help en France (à Lyon).

(2) Ed. Dispensaire des femmes, Alternative diffusion, 74 F.

« FORT SAGANNE » AH ! SAHARA ! SAHARA !

« AKSÉTÉCHOUAITT obotan dékolony ! » Dans des oasis rêvées, loin du docteur Freud, des officiers adipeux et blasés se faisaient servir l'absinthe par des esclaves lascives.

Comme le mélo, le western colonialiste a ses poncifs : romantisme d'un bordj au soleil couchant, théories de dromadaires progressant sur fond d'erg ou de reg, danses de tribus « nègres » comme dans les séries américaines des années 30, belles indigènes pour le repos du bon guerrier français, etc. Les hamadas creusées par l'érosion éolienne y tiennent lieu de « vallée des Monuments » et les Indiens y sont remplacés par des Touaregs « dissidents » qu'on croiraient sortis d'un roman de Saint-Exupéry. Ne pas oublier les mouches qui vivent en symbiose avec les dromadaires et vont de conserve.

Duchaussoy y campe gaillardement un capitaine hystérique d'infanterie de marine et Noiret une ganache politicarde tirant son épingle, sa peau, de tous les jeux de cons où ils entraîne les autres, toujours présent pour les louer à titre posthume.

Mais, western pour western, Deneuve était moins mièvre quand elle violait le Mastroiani-Custer de *Touchez pas à la femme blanche*. Quant à Saganne-Depardieu qui cherchait son Little Big Rock dans les dunes du Grand Erg, il le trouvera — quand il n'en voulait plus — dans la boue pourrie des tranchées.

Ah ! que c'était chouette, au beau temps des colonies !

Toute cette idéologie, ces « valeurs » que nous vomissons, sont décrites, même dans leurs outrances, avec la précision d'un entomologiste qui vaudrait la plus sévère des ironies si elle ne maintenait pas une ambiguïté certaine venant peut-être du charme rétro des belles images.

Devrait développer l'antimilitarisme de tout individu normalement constitué, mais les masos sont aussi capables d'y prendre plaisir au premier degré. Le commerce y trouvera son compte !

Marc Prévotel

CHANSONS A VENIR J.-P. BRETECHÉ

IL n'a pas encore enregistré de disque mais sillonne les routes du jazz, avec son banjo, depuis une dizaine d'années. La chanson l'a pris — rien à voir avec la mer, bien qu'il soit breton — il y a deux ans aux bords des cales de Bobby Lapointe et de Roger Riffard qui sont au répertoire.

Tout ça, pour vous donner le climat de cet A.C.I. timide mais plein de sympathie, qui devrait faire parler de lui d'ici peu... Il a de l'humour : *Je me shoote au chocolat*, une accordéoniste et un tuba qui connaissent la musique comme des loups.

En première partie de Louis Capart, on l'attendait ; il est venu et c'était bien ! Dire qu'il y a des gens qui pensent qu'il n'y aura plus de bons chanteurs ! « On vit une époque formidable ! » (sic Reiser).

René Pic

« FRANCISCO FERRER »

DE tous temps, la pédagogie a été une des préoccupations premières du mouvement libertaire : de Paul Robin à Sébastien Faure, en passant par les multiples lieux éducatifs mis en place par les anarchistes.

Parmi ces militants, l'un d'eux est porté plus en avant encore.

Cet homme, c'est Francisco Ferrer qui, dans la première décennie de ce siècle, construira en Espagne des dizaines d'Ecoles moderne, rationalistes et laïques, ouvrira des librairies, créera une maison d'édition, pour contrer la toute puissance de l'Eglise sur l'éducation dans ce pays.

Le livre (1), que viennent d'éditer J.-P. Carro et Yvan Davy, sur les presses de ce dernier, se veut le témoin et le narrateur de cette formidable entreprise mise en place par Ferrer. Ce livre s'attarde peu sur les côtés purement « techniques » mis en place par Ferrer dans ses écoles, aspects relativement connu dans les milieux libertaires, pour nous parler beaucoup plus largement de la mise en place de son œuvre, des difficultés qu'il rencontrera, de ses multiples relations et correspondances au niveau international et surtout de la façon dont l'Eglise et l'Etat espagnol anéantiront l'expérience de l'Ecole moderne, avant d'assassiner Ferrer.

Patrick
Gr. d'Angers

(1) Ed. Y. Davy.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 7 juin :
« Attention fragile » (10 h) : le tiers monde, la domination économique et les projets pratiques, avec l'association Terre des hommes.
« Si vis pacem » (18 h) : Claude Autant-Lara et les ventes d'armes.

• Vendredi 8 juin :
« La bourse et la vie » (10 h) : des avocats au service des consommateurs.
« De bouche à orteils » (16 h) : Antoine Candelas.
« L'Esprit du droit » (18 h) : nouvelle émission.
« L'Invité quotidien » (20 h) : l'Union rationaliste à propos de l'« esprit de la science ».

• Samedi 9 juin :
« Mon quartier, mon village » (9 h)
« Blues en liberté » (22 h) : le blues des femmes avec Odile Terronès.

• Dimanche 10 juin :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : journée anniversaire de l'émission anticléricale.

• Lundi 11 juin :
« De la lyre aux délires » (10 h) : une invitée, Ingrid Naour.
« La clé de treize » (15 h) : en direct du garage autogéré, car c'est un crime que de garder une si bonne adresse pour soi !

• Mardi 12 juin :
« L'Invité quotidien » (20 h) : Nestor Makhno à propos d'une série d'articles du militant anarchiste compilés par A. Skirda.
« Contre-Champ » (22 h) : actualité cinématographique et Charlie Chaplin.

• Mercredi 13 juin :
« Allo maman bobo » (19 h) : la thérapie par polarité, avec Béatrice Elouard.
« L'Invité quotidien » (20 h) : « Collège, faire face à la violence », avec Marguerite Perdriault.
« Epsilonia » (22 h) : la science-fiction avec Daniel Riche, du journal *S.-F.*

« GUIDE DE L'OBJECTEUR POUR UNE OBJECTION COLLECTIVE »

RÉCEMMENT paru, ce *Guide de l'objecteur* se veut la continuation de l'ancien guide qui, depuis de nombreuses années, a permis aux personnes confrontées au service national de demander le statut d'objecteur de conscience. Responsable, entre autres, du développement de l'objection, et plus particulièrement de la lutte d'insoumission au service civil, ce guide, d'ailleurs épuisé, attendait depuis mai 81 d'être réédité et réactualisé.

Les modifications, promises par le Parti socialiste, se sont faites attendre et ce n'est qu'en juillet 83 qu'a été adopté le nouveau statut de l'objecteur. Nul n'ignore que la montagne a accouché d'une souris, mais quoi qu'il en soit les modalités d'application ont été modifiées. Ce nouveau guide nous informe donc des modifications d'obtention du statut, ainsi que des nouvelles conditions d'exécution du service civil, établies par le décret du 1er avril 84 — non, ce n'est pas un poisson malgré la date ! « C'est maintenant le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale qui est le ministère de tutelle. Il ne diffère de l'ancien qu'au niveau des mots. Aucun changement ou presque : 12 jours de formation possibles... (quelle grande avancée !) et une commission pour " régler " les problèmes que peuvent poser les objecteurs. Pas un mot de l'interdiction des droits politiques et syndicaux... naturellement puisqu'elle est intégrée complètement dans la loi ! »

Pour en savoir plus, vous n'avez qu'à lire le *Guide de l'objecteur* (1), qui examine successivement : l'historique de la lutte des objecteurs ; les modalités pratiques du service national et les possibilités de luttes ; l'insoumission au service civil ; la conscription et la militarisation ; l'objection collective et les adresses de groupes ou de mouvements antimilitaristes.

Ce guide, essentiellement pratique, est clair, documenté, concis, tout en offrant une foule d'indications et d'informations utiles à toutes personnes confrontées au service national (avant, pendant, après, n'oublions pas les ordonnances de 1959). Mais, car il y a un « mais » et de taille, les rédacteurs de ce guide semble être des adeptes de Big brother et de la réécriture historique.

Ces camarades souffrent d'une maladie, hélas fort répandue, l'« anarchophobie », qui se manifeste par des troubles de la mémoire. En effet, toutes les traces de la lutte des anarchistes, en ce qui concerne l'antimilitariste ou le terrain de lutte plus particulier de l'objection, ont été gommées. Ces oublis atteignent la falsification, lorsque, par exemple, page 54, une reproduction d'affiche (« L'Armée, bourreau du peuple ») est amputée de la signature : Fédération anarchiste. Que dire d'autres ommissions telle que celle de l'adresse de cette même fédération parmi les mouvements antimilitaristes, où pourtant l'éclectisme règne puisque la Libre Pensée est indiquée — tant mieux pour elle ! De même Radio-Libertaire, seule radio libre antimiliatariste de la région parisienne, est absente, malgré son émision « Tam-Tam » qui donne chaque semaine des nouvelles du front. Ne parlons pas du *Monde libertaire*... puisque, pour ce guide, il n'existe pas.

Seule, la bibliographie permet de situer l'action des anarchistes, et je recommanderai aux rédacteurs du guide de se replonger dans la lecture des quelques ouvrages anarchistes ou d'inspiration libertaire qu'ils citent (2), cela pourra être une excellente thérapeutique pour leur « anarchophobie ». Ainsi, ils pourront « apprendre » que Louis Lecoin était anarchiste, ce qui n'apparaît pas, page 6, lorsqu'ils abordent la naissance du statut d'objecteur.

La falsification de l'histoire est une tâche éprouvante, saluons au passage ces spécialistes que sont les « docteurs » marxistes et qui possèdent une meilleure expérience que nos camarades, car, malgré toute leur bonne volonté, ils ne peuvent empêcher que çà et là des têtes d'anarchistes ressurgissent. Par exemple, page 4, la photo de l'ouvrage *Objecteurs en lutte contre la militarisation* nous offre la vue de militants des anciens Comités de lutte objecteurs (C.L.O.) de Paris et de Gagny défilant un Premier Mai. Pour ceux qui les connaissaient, leur attachement au mouvement anarchiste ne faisait aucun doute, plusieurs d'entre eux ont même rejoint la Fédération anarchiste, en fondant le groupe Sacco-Vanzetti.

J'espère que toutes ces bavures, oublis, ommissions seront corrigés lors de la prochaine réédition du guide, sinon on pourrait penser que l'« anarchophobie » est devenue chronique, et qu'aucune thérapeutique ne pourra plus guérir nos pauvres camarades. Par ailleurs, un antidote pourrait être commercialisé très bientôt, je veux parler de l'ouvrage sur le thème de l'objection que nos camarades d'*Avis de recherche* vont faire paraître. Mais c'est une autre histoire et nous en reparlerons certainement dans ces mêmes colonnes.

Pascal
Gr. Sacco-Vanzetti

(1) Ed. Objection collective, en vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.
(2) Citons, entre autres, vendus à la même librairie : *Objecteurs, insoumis, déserteurs* de M. Auvray, éd. Stock (95 F) ; *Pacifisme et antimilitarisme entre les deux guerres* de N. Faucier, éd. Spartacus (60 F) ; *Le cours d'une vie* de Louis Lecoin, éd. U.P.F. (30 F).

COMMUNIQUÉ

MERCREDI 30 mai 1984, l'émission « Epsilonia (22 h à 24 h) n'a pu se tenir normalement sur Radio-Libertaire, car elle a été perturbé physiquement par des membres d'une autre émission, en désaccord avec la tenue d'un débat prévu entre policiers et anciens délinquants.

Si un tel thème peut paraître polémique, la discussion sur l'opportunité d'une telle émission ne doit jamais être remplacé par une agression violente.

Devant une telle attitude inadmissible, le secrétariat de Radio-Libertaire décide de ne plus permettre l'accès du studio aux personnes ayant participé à cette action.

Le secrétariat de R.-L.

LES NÉGOCIATIONS SYNDICATS-C.N.P.F. LE CHANTAGE DES DEUX YVON

FLEXIBILITÉ de l'emploi, liberté de licencier, souplesse de l'embauche et de l'aménagement du temps de travail... Il y a belle lurette que ces projets trottent dans les grosses têtes du patronat français. Et il y a tout aussi longtemps que les médias à la botte de ce dernier s'emploient à préparer l'opinion à des mesures que les difficultés de l'heure imposeraient. Nous avons déjà eu maintes occasions d'évoquer ces questions dans ce journal.

Avec 50 000 travailleurs de plus sur le pavé, chaque mois, le chômage a décollé verticalement de la fameuse ligne des crêtes. Le gouvernement s'affole quelque peu à cause des prochaines échéances électorales mais les piètres résultats du dernier « séminaire » ministériel de Versailles apportent la démonstration de son impuissance. Alors Gattaz y va de son chantage.

Des comptes d'apothicaire

Selon le C.N.P.F., les emplois nouveaux à contraintes allégées (E.N.C.A.) permettraient de créer 85 000 emplois. Il s'agirait, rappelons-le, de ces travailleurs fantômes « licenciables » à merci et non comptabilisés dans les effectifs.

Aussi étonnant que cela puisse paraître aux esprits superficiels, une plus grande liberté des licenciements donnerait aux patrons la possibilité de créer 370 000 postes supplémentaires. L'exonération de certaines taxes en dégagerait 15 000 ! soit au total, 470 000 emplois nouveaux. Tels sont les comptes d'apothicaires de Gattaz qui prétend nous guérir du chômage. Des chiffres remarquablement précis, soit dit en passant, jetés le 28 mai dernier sur la table des négociations avec les syndicats.

Le pied !

MM. Gattaz, Chotard et consort voudraient qu'on les croit sur parole. Il est pourtant permis de se tapoter dubitativement le menton. Leurs projets vont, en effet, rigoureusement en sens inverse de l'objectif proclamé.

Ainsi, le C.N.P.F., en accord avec la C.G.C., préconise le remplacement du temps de travail hebdomadaire par un temps de travail annuel modulé selon la conjoncture, avec par exemple des semaines de 42 ou 43 h dans les périodes de forte tension, et des horaires de 30 ou 35 h dans les moments creux. Pour Gattaz, ce serait le pied... Il se croirait en Amérique !

Avec un horaire hebdomadaire fixe, les entreprises doivent prévoir un effectif suffisamment étoffé pour faire face aux plus hauts niveaux d'activité. Un horaire adapté aux fluctuations de la production permettrait au contraire d'ajuster au plus près les effectifs en question. C'est bien pourquoi les patrons réclament ces assouplissements avec autant d'insistance et non pour le plaisir de créer des emplois.

C'est pour le même objectif que le C.N.P.F. propose également des formules de travail « décalé », de travail en équipes postées, des horaires de nuit, du samedi et du dimanche. Dans ce domaine, il pourra s'entendre assez facilement avec les partenaires syndicaux, la C.G.C. notamment, mais aussi la C.F.D.T. qui, déjà en 1979, admettait « l'utilisation maximale des équipements » et déclarait que « des travaux par roulements sur des courtes durées n'ont pas que des inconvénients ».

D'ailleurs, des accords de branches ou d'entreprises ont été signés dès 1982, instituant des modulations de la durée hebdomadaire, des « équipes chevauchantes » et même des horaires de 24 h en deux jours en fin de semaine !... Tout cela au nom de la rentabilisation des outils de travail, de la productivité, ce qui ne suppose pas, précisément, une augmentation de l'emploi. Et bonjour les dégâts quant aux conditions de travail, à la santé et à la vie familiale des travailleurs concernés.

Transmutation

Un autre moyen d'améliorer l'emploi, toujours selon le patronat, serait de faire sauter les quelques garde-fous mis en place par les ordonnances de 1982 en matière de travail intérimaire et de contrats à durée déterminée. C'est trop rigide, paraît-il. Il faut avoir le culot d'un Gattaz pour présenter le développement du « travail différencié » (comme l'appellent les technocrates) comme un moyen d'endiguer le chômage alors qu'il en constitue une des sources intarissables : du 1er octobre 1981 au 30 septembre 1982 plus de 50% des salariés mis au chômage arrivaient en fin de contrat et 7,4% en fin d'intérim.

Le bouquet, dans tout ce feu d'artifices patronal, est, bien sûr, cette miraculeuse dialectique qui transmute la liberté de licenciement en moyen infaillible pour créer 370 000 emplois.

Si les patrons savent qu'ils peuvent licencier librement, ils embaucheront plus facilement, nous expliquent gravement les économistes distingués. Mais s'ils embauchent davantage tout en licenciant davantage. quel sera le résultat final ? Pourquoi réclament-ils cette liberté à cor et à cri sinon pour en user ? Par exemple pour se débarrasser des moins productifs, des têtes fortes, des mauvais esprits, des brebis galeuses et faire tenir les autres tranquilles ?

Enorme enjeu ?

Le C.N.P.F. a donc jugé le moment opportun pour déballer sa marchandise. Il sait qu'il peut compter sur la bonne compréhension d'un pouvoir totalement incapable de maîtriser la situation mais, apparemment il ne veut rien précipiter. La première séance des négociations a été consacrée à un tour d'horizon et la suite des débats renvoyée au lendemain des élections européennes.

Face au patronat, les syndicats ont parlé de la nécessité de « marcher » vers les 35 h, mais n'en ont pas fait un préalable à la poursuite des discussions. En revanche, Yvon Chotard, dans une interview, avait déclaré, trois jours avant, que les 35 h seraient « suicidaires pour notre économie » et qu'il n'avait « aucun mandat pour négocier une baisse du temps de travail ».

Les syndicats ont-ils reçu, eux, un mandat quelconque pour négocier de la « flexibilité » du travail comme ils l'ont fait le 28 mai et comme ils s'apprêtent à le faire pendant les mois qui viennent. A l'issue de la première réunion, Chotard a exprimé sa satisfaction « puisque la négociation va se nouer ». Selon les médias, les syndicats se montrent « ouverts et réalistes ».

Le journal *Le Monde* estime que de l'affaire devrait « sortir, en bien ou en mal, le nouveau visage de la vie sociale en France. Enorme enjeu. Terrible responsabilité ».

Avouez qu'il y a de quoi être inquiet, non ? A moins que les principaux intéressés ne se décident enfin à foutre le bordel dans le jeu de ces messieurs !

Sébastien Basson

L'ILLUSION GESTIONNAIRE

DANS la plupart des grandes entreprises publiques ou nationalisées entrant dans le champ d'application de la loi dite de « démocratisation », l'élection des « administrateurs salariés » s'est déroulée au cours des dernières semaines.

Selon les docteurs tant-mieux, il s'agissait d'un élargissement des lois Auroux, notamment de la première, celle où il est question du prétendu « droit d'expression ».

L'illusion de l'expression

Veinard d'Auroux ! pauvre Boulin ! L'essentiel de ce que l'idéologie dominante nous présente comme des « droits nouveaux des travailleurs » était en projet dans les dossiers du ministère du travail depuis de nombreuses années ; au moins depuis la publication du rapport Sudreau consacré à la « réforme de l'entreprise », c'est-à-dire bien avant mai 1981.

En effet sur ce point — comme sur de nombreux autres — il existe un consensus dans la classe dirigeante entre ses sensibilité de « droite » et de « gauche ». Dans la foulée du confusionnisme soixante-huitard, le patronat « éclairé » — celui qui gravite notamment autour des clubs *Entreprise et Progrès* et *Echange et Projet* (dont Jacques Delors, quand il est devenu ministre, a transmis la direction à José Bidegain du C.N.P.F. et ci-devant actionnaire de *Libération*) — a tenté de nombreuses expériences de « libre expression » et s'en est généralement félicité : augmentation de la productivité et baisse de la syndicalisation. C'est bien pourquoi Taylor — celui du « taylorisme » — était partisan de cette « libre expression ».

Il s'en est donc fallu de peu que les lois Auroux s'appellent les lois Boulin et les hauts fonctionnaires qui traitaient les dossiers, appartenant pour la plupart à l'actuelle majorité, n'ont eu qu'à souffler sur quelques poussières.

L'expression de l'illusion

Les dispositions les plus importantes de la loi de « démocratisation » concernent la désormais fameuse « liberté d'expression », un accord relatif au droit syndical et l'élection d'administrateurs parmi les salariés.

Les deux dernières sont assorties de contraintes délicieusement crapuleuses. D'une part une organisation syndicale représentative dans l'entreprise qui n'aura pas signé l'accord sur le droit syndical doit spécifier par écrit, dans le mois qui suit la signature, qu'elle refuse de signer, sinon elle sera réputée signataire. D'autre part, la situation d'administrateur élu et la détention d'un mandat syndical dans l'entreprise sont déclarées incompatibles.

Le motif de cet interdit est avoué officiellement avec un cynisme qui en dit long sur la dérive néo-socialiste de l'équipe actuellement au pouvoir : au conseil d'administration il n'est pas question de défendre les intérêts des salariés, mais de gérer l'entreprise.

La plupart des appareils syndicaux ont présenté cette loi comme un progrès et, dans leur propagande électorale, ont fait miroiter aux yeux des salariés les prétendus « avantages » qu'il y aurait à asseoir quelques uns d'entre eux sur des strapontins de patron.

Dans la C.G.T.-F.O., lors du dernier C.C.N., une minorité a proposé une attitude d'abstention militante. Malheureusement, il est connu que les réformistes éprouvent une horreur viscéral pour ce qu'ils appellent la « politique de la chaise vide ». Toutefois, un compromis a été élaboré : les candidats présentés par les divers syndicats de la confédération utiliseraient pour leur propagande la même affiche et proposeraient partout la même orientation de défense des intérêts des salariés à l'exclusion de tout « projet de gestion » (bien que ce soit une obligation légale).

Dans les secteurs où les précautions élémentaires auront été prises, principalement la démission en blanc signée à l'avance par les élus potentiels, les plus grosses bavures seront peut-être évitées, mais il est à craindre que dans de très nombreux cas la logique de l'institution, accompagnée des habituelles pressions psychologiques, fasse basculer dans l'illusion de la gestion les malheureux élus coupés de leur organisation et seulement armés de bonnes intentions.

Il ne faut pas chercher plus loin pourquoi ni les directions des entreprises ni aucune des organisations concurrentes n'ont essayé de faire invalider ces listes pourtant ouvertement en contradiction avec la lettre et l'esprit de la loi.

La logique des intérêts de classe

Il est bien évident que ce pas vers une prétendue « démocratie économique » à l'intérieur du régime capitaliste constitue une régression et doit être considéré, donc combattu, comme un des fronts de l'offensive néo-corporatiste visant à intégrer les organisations de classe des salariés dans les appareils des entreprises et de l'Etat.

Si, anarchistes, nous sommes partisans de la gestion de la production par les producteurs, ce ne peut être que dans la phase post-révolutionnaire d'une société sans classe.

Or nous vivons aujourd'hui autant que jamais dans une société divisée en classes aux intérêts antagonistes où notre objectif de gestion directe n'est pas opérateur, sauf pour un usage dénaturé se retournant contre les exploités.

La conjoncture économique conduit la classe dirigeante à défendre ses intérêts en faisant croire aux salariés qu'ils pourraient trouver leur compte dans divers avatars de la cogestion. Ce n'est qu'apparence et, en outre, contraire par essence à leurs intérêts.

C'est pourquoi nous devons nous appuyer sur la logique des intérêts de classe des salariés et, par voie de conséquence, affronter l'illusion gestionnaire pour nous efforcer de la détruire.

Marc Prévotel

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.